



United Nations Population Fund – UNFPA Tunisie
Adresse: 54 Av. Tahar Ben Achour, Tunis
Téléphone : +216 71 282 383
Email : tunisia.office@unfpa.org
Website: www.unfpa.org

Date: 10 novembre 2023

**DEMANDE DE COTATIONS
RFQ N° UNFPA/TUNISIE/RFQ/23/004**

LETTRE D'INVITATION

Madame, Monsieur

L'UNFPA, le Fonds des Nations Unies pour la Population, cherche des offres qualifiées pour :

Prestation de service pour le développement et la mise en place d'une plateforme digitale d'octroi de subventions pour les associations œuvrant dans le domaine de handicap, au profit du Ministère des Affaires sociales.

L'UNFPA exige la fourniture d'un logiciel d'enregistrement, d'identification et de suivi efficace et inclusif des associations œuvrant dans le domaine de handicap, au profit du Ministère des Affaires sociales.

I. À propos de l'UNFPA :

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) est une agence internationale de développement qui œuvre en faveur d'un monde où chaque grossesse est désirée, où chaque accouchement est sûr et où le potentiel de chaque jeune est réalisé.

L'UNFPA est la principale agence des Nations unies qui élargit les possibilités offertes aux femmes et aux jeunes de mener une vie saine en matière de sexualité et de procréation. Pour en savoir plus sur l'UNFPA, veuillez consulter le site suivant : [A propos de l'UNFPA](#)



United Nations Population Fund – UNFPA Tunisie
Adresse: 54 Av. Tahar Ben Achour, Tunis
Téléphone : +216 71 282 383
Email : tunisia.office@unfpa.org
Website: www.unfpa.org

II. Questions

Les questions ou demandes d'éclaircissements supplémentaires doivent être soumises par écrit à la personne de contact ci-dessous :

Nom de la personne à contacter à l'UNFPA :	<i>Dalenda Belkadhi</i>
Tel N°:	+216 71 282 383
Adresse e-mail de la personne de contact :	belkadhi@unfpa.org

La date limite de soumission des questions est fixée au **16 novembre 2023 à 12h heure de Tunis**. Après la date limite, les réponses seront partagées avec les demandeurs par écrit dans les meilleurs délais.

III. Soumissionnaires éligibles

Le présent appel d'offres est ouvert à tous les soumissionnaires éligibles ; pour être considéré comme un soumissionnaire éligible dans le cadre de cette procédure d'appel d'offres, vous devez respecter les conditions suivantes :

- Un soumissionnaire doit être une entreprise légalement constituée qui peut fournir les services demandés et qui a la capacité juridique de conclure un contrat avec l'UNFPA pour exécuter ces services dans le pays, ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.
- Un soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d'intérêt concernant le processus de sollicitation ou avec les termes de référence / spécifications techniques. Les soumissionnaires dont il s'avère qu'ils ont un conflit d'intérêts seront disqualifiés.
- Au moment de la soumission de l'offre, le soumissionnaire, y compris tout membre de l'entreprise commune/du groupement, ne fait pas l'objet d'interdictions de passation de marchés découlant du Recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies ([Compendium of United Nations Security Council Sanctions Lists](#)) et n'a pas été suspendu, radié, sanctionné ou autrement identifié comme inéligible par une organisation des Nations Unies ([UN Organization](#)) ou par le Groupe de la Banque Mondiale ([World Bank Group](#)).
- Les soumissionnaires doivent adhérer au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, qui peut être consulté en cliquant sur [UN Supplier Code of Conduct](#).

IV. Contenu des cotations / offres :

Les offres doivent être soumises au moyen d'un système à **DEUX enveloppes**. Les soumissionnaires intéressés sont priés de présenter leur offre technique **séparément** de leur offre financière contenant les informations relatives au prix. Chaque enveloppe doit être constituée d'un seul courriel dans la mesure du possible, en fonction de la taille du fichier.

- a) Offre technique, en réponse aux exigences décrites dans le cahier des charges / TDRs.
- b) L'offre de prix, à soumettre strictement en conformité avec le formulaire d'offre de prix.

Les deux parties de l'offre doivent être signées par l'autorité compétente de la société soumissionnaire et soumises au format PDF.

V. Instructions pour la soumission

Les propositions doivent être préparées conformément aux termes de référence et sur la base des lignes directrices énoncées au niveau de la section III ci-dessus, accompagnées d'un formulaire d'offre de prix

	United Nations Population Fund – UNFPA Tunisie Adresse: 54 Av. Tahar Ben Achour, Tunis Téléphone : +216 71 282 383 Email : tunisia.office@unfpa.org Website: www.unfpa.org
---	---

dûment rempli et signé, et doivent être envoyées par courrier électronique à la personne de contact indiquée ci-dessous au plus tard le jeudi **02 décembre 2023 à 17h - heure de Tunis**

Adresse e-mail de la personne de contact :	tunisia.office@unfpa.org
--	--

Veuillez noter les lignes directrices suivantes pour les soumissions électroniques :

- La référence suivante doit être incluse par le soumissionnaire dans la ligne d'objet du l'e-mail :
 - o **UNFPA/ TUNISIE/RFQ/23/004** [.....(Nom de la société)], Offre technique
 - o **UNFPA/ TUNISIE/RFQ/23/ 004-** [.....(Nom de la société)], Offre financière
- o Les soumissions ne comportant pas ce texte dans l'objet du courrier électronique peuvent être rejetées ou ignorées et donc ne pas être prises en considération.
- Il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'assurer de la conformité avec le processus de soumission. Si les enveloppes ou les courriels ne sont pas marqués / soumis selon les instructions, l'UNFPA n'assurera pas la responsabilité de l'égarement ou de l'ouverture prématurée de l'offre et ne garantira pas la confidentialité du processus d'appel d'offres. Toute soumission incorrecte peut entraîner l'invalidation de l'offre.
- La taille totale du courrier électronique ne doit pas dépasser **20 MB (y compris le corps du message, les pièces jointes codées et les en-têtes)**. Lorsque les détails techniques sont contenus dans des fichiers électroniques volumineux, il est recommandé de les envoyer séparément avant la date limite.
- Tout devis soumis sera considéré comme une offre par le soumissionnaire et ne constitue ni n'implique l'acceptation d'aucune offre par l'UNFPA. L'UNFPA n'est pas tenu d'attribuer un contrat à un soumissionnaire à la suite de cet appel d'offres.

VI. Aperçu du processus d'évaluation

L'évaluation sera effectuée en deux étapes par un panel d'évaluation spécialisé. Les propositions techniques seront évaluées et notées en premier lieu, avant l'évaluation et la notation des offres financières.



Critère	[A] Maximum de Points	[B] Points obtenus par le Soumissionnaire	[C] Poids (%)	[B] x [C] = [D] Total des Points
Maitrise & compréhension des TDRs et de la mission	10		14,3%	
Le fournisseur doit justifier d'une expérience d'au moins 3 ans dans l'assistance technique pour le développement des systèmes informatiques complexes avec un minimum de 4 références dans les 4 dernières années à partir de 2019 dont au moins 2 références en utilisant les technologies Low Code.	20		28,5%	
Maîtrise des normes de modélisation de processus	10		14,3%	
Maitrise des technologies des tests et validation	10		14,3%	
Maîtrise des normes d'architecture et urbanisation des systèmes d'informations et de la gestion des bases de données	10		14,3%	
Créativité et innovation pour trouver de nouvelles solutions.	10		14,3%	
<i>Total général des critères</i>	70		100%	

Evaluation technique

Les propositions techniques seront évaluées en fonction de leur capacité à répondre aux exigences de service /TDR énumérées à la section II et conformément aux critères d'évaluation ci-dessous.

L'échelle de notation suivante sera utilisée pour garantir une évaluation objective :

Degré auquel les exigences des termes de référence sont satisfaites sur la base des preuves incluses dans l'offre soumise	Pourcentage de la note attribuable (%)
Dépasse largement les exigences	90 – 100
Dépasse les exigences	80 – 89
Répond aux exigences	70 – 79
Répond partiellement aux exigences	1 – 69
Ne répond pas aux exigences ou aucune information n'est fournie pour évaluer la conformité aux exigences.	0

Evaluation financière

Les offres de prix ne seront évaluées que pour les soumissionnaires dont les propositions techniques obtiennent une note minimale de **35 points** dans l'évaluation technique.

Les offres de prix seront évaluées sur la base de la réponse au formulaire de bordereaux des prix. Le nombre maximum de points pour l'offre de prix est de 100, qui seront attribués au prix total le plus bas fourni dans les résultats de l'appel d'offres. Tous les autres prix recevront des points en proportion inverse selon la formule suivante :

Score financier =	Offre la plus basse (TND)	X 100 (Score maximal)
	Montant du devis (TND)	

Score Total

Le score total de chaque proposition sera la somme pondérée de la note technique et de la note financière. La note totale maximale est de 100 points.

Score Total= (70% Score technique) + (30% Score financier)
--

VII. Critères d'attribution

En cas de résultat satisfaisant du processus d'évaluation, l'UNFPA a l'intention d'attribuer un contrat de service professionnel sur une base à coût fixe au(x) soumissionnaire(s) qui obtiennent la note totale la plus élevée.

VIII. Droit de modifier les exigences au moment de l'attribution

L'UNFPA se réserve le droit, au moment de l'attribution du contrat, d'augmenter ou de réduire jusqu'à 20 % le volume des services spécifiés dans le présent appel d'offres, sans modification des prix unitaires ou des autres conditions.

IX. Conditions de paiement

Les termes de paiement de l'UNFPA sont de 30 jours nets à compter de la réception de la facture et de l'acceptation des livrables liés au paiement comme spécifié dans le contrat.



X. Fraude et corruption

L'UNFPA s'engage à prévenir, identifier et traiter tous les actes de fraude à son encontre, ainsi qu'à l'encontre de tiers impliqués dans les activités de l'UNFPA. La politique de l'UNFPA en matière de fraude et de corruption est disponible ici: [Fraud Policy](#). La soumission d'une proposition implique que le soumissionnaire a pris connaissance de cette politique.

Les fournisseurs, leurs filiales, agents, intermédiaires et mandants doivent coopérer avec le Bureau des services d'audit et d'enquête de l'UNFPA ainsi qu'avec toute autre entité de contrôle autorisée par le directeur exécutif et avec le conseiller en déontologie de l'UNFPA, le cas échéant. Cette coopération porte notamment, mais pas exclusivement, sur les points suivants : l'accès à tous les employés, représentants, agents et ayants droit du vendeur ; ainsi que la production de tous les documents demandés, y compris les documents financiers. Le défaut de coopération totale aux enquêtes sera considéré comme un motif suffisant pour permettre à l'UNFPA de dénoncer et de résilier l'accord, ainsi que d'exclure et de retirer le fournisseur de la liste des fournisseurs enregistrés de l'UNFPA.

Un service d'assistance téléphonique antifraude confidentiel est à la disposition de tout soumissionnaire pour lui permettre de signaler des activités frauduleuses suspectes à l'adresse suivante [UNFPA Investigation Hotline](#).

XI. Tolérance Zéro

L'UNFPA a adopté une politique de tolérance zéro sur les cadeaux et invitations. Les fournisseurs sont donc priés de ne pas envoyer de cadeaux ou d'offrir l'hospitalité au personnel de l'UNFPA. De plus amples détails sur cette politique sont disponibles ici : [Politique de tolérance zéro](#).

XII. Contestation

Les soumissionnaires qui estiment avoir été traités injustement ou inéquitablement dans le cadre de l'appel d'offres, de l'évaluation ou de l'adjudication d'un contrat peuvent envoyer une réclamation au Chef de l'unité concernée de l'UNFPA, Dr Rym Fayala, Cheffe de bureau – UNFPA Tunisie, à l'adresse suivante : fayala@unfpa.org. Si le fournisseur n'est pas satisfait de la réponse fournie par le chef de l'unité concernée, il peut contacter le Chef de la SCMU à l'adresse procurement@unfpa.org.

XIII. Clause de non-responsabilité

Si l'un des liens de ce document d'appel d'offres est indisponible ou inaccessible pour quelque raison que ce soit, les soumissionnaires peuvent contacter l'agent d'approvisionnement chargé de l'approvisionnement pour leur demander de partager une version PDF de ce(s) document(s).

FORMULAIRE DE BORDEREAU DES PRIX

Nom du soumissionnaire	XXXXX
Date de l'offre	XXXXX
Référence de la demande de cotation:	UNFPA/ TUNISIE/RFQ/23/004
Devise	TND
Durée de validité de l'offre: <i>(l'offre soumise doit être valable pour une période d'au moins 3 mois après la date limite de soumission)</i>	


- Les tarifs indiqués doivent être **hors taxes**, étant donné que l'UNFPA est exonéré de taxes.

Article	Description	Nombre et description du personnel par niveau	Tarif horaire	Nombre d'heures nécessaires	Total
1. Frais professionnels					
	Etude du parcours AS is et TO Be pour l'obtention d'un financement public				
	Développement du service de bout en bout en utilisant les technologies Low Code et déploiement de la solution				
	Formation et transfert des compétences				
Total des frais professionnels					
2. Débours					
Total des débours					
Prix total du contrat (Frais professionnels + débours)					

Commentaires du soumissionnaire:

Je certifie par la présente que la société mentionnée ci-dessus, pour laquelle je suis dûment autorisé à signer, a examiné la RFQ UNFPA/ TUNISIE/RFQ/23/004, y compris toutes les annexes, les amendements au document RFQ (le cas échéant) et les réponses fournies par l'UNFPA sur questions de clarification des fournisseurs de services potentiels. De plus, la société accepte les conditions générales du contrat pour l'UNFPA et nous respecterons cette offre jusqu'à son expiration.

--	--	--

	United Nations Population Fund – UNFPA Tunisie Adresse: 54 Av. Tahar Ben Achour, Tunis Téléphone : +216 71 282 383 Email : tunisia.office@unfpa.org Website: www.unfpa.org
---	---

Nom et titre	Date et lieu
--------------	--------------

ANNEXE I:
Conditions générales des contrats :
Contrats De Minimis

This Request for Quotation is subject to UNFPA’s General Conditions of Contract: De Minimis Contracts, which are available in: [English](#), [Spanish](#) and [French](#)

Cette demande de devis est soumise aux conditions générales du contrat de l'UNFPA : contrats de minimis, qui sont disponibles en : [anglais](#), [espagnol](#) et [français](#)

ANNEXE II :
TERMES DE REFERENCE

Annexe III :
Circulaire n°20 fixant les critères, les procédures et les conditions d'octroi du financement public pour les associations.
Décret n° 2013-5183 du 18 novembre 2013, fixant les critères, les procédures et les conditions d'octroi du financement public pour les associations (Version française et Arabe)

TERMES DE REFERENCE

Prestation de service pour le développement et la mise en place d'une plateforme digitale d'octroi de subventions au profit des associations œuvrant pour les personnes en situation de handicap, affiliées au Ministère des Affaires sociales.

TERMES DE REFERENCE	
Structure organisation	/ Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) - Bureau Tunisie Ministère des Affaires Sociales Tunisie (MAS)
Sujet de la consultation et contexte	<p>Le système de gestion de l'information sur le handicap est crucial pour répondre à une forte demande en matière de collecte de données et de statistiques sur les personnes en situation de handicap. Il comble un important déficit dans notre compréhension des besoins, des spécificités et des ressources requises pour offrir un soutien adéquat aux personnes handicapées, tout en renforçant la gouvernance des associations qui leur fournissent des services. Le ministère des Affaires Sociales s'engage à garantir un soutien efficace à ces associations, ainsi qu'à assurer une utilisation transparente et efficace des fonds publics alloués aux subventions, ce système de gestion d'information fournira ainsi, une base solide de données, contribuant ainsi à améliorer la planification, les interventions, et les politiques en faveur des personnes handicapées, tout en garantissant une utilisation plus efficiente des ressources publiques dédiées à cet objectif.</p> <p>Dans ce contexte précis et dans le cadre du projet "Pour un meilleur accès des personnes handicapées aux services et aux droits en Tunisie", mis en œuvre par l'UNFPA en collaboration avec l'UNESCO, le HCDH en Tunisie, et en partenariat étroit avec le Ministère des Affaires Sociales, ainsi qu'en coopération avec diverses organisations et institutions telles qu'IBSAR, OTDDPH, l'ONFP et le MFFE, il est envisagé de recruter un prestataire (entreprise ou cabinet) chargé de concevoir une plateforme digitale intégrée. Cette plateforme englobera des directives, des procédures et des critères pour l'attribution de subventions aux associations œuvrant pour les personnes en situation de handicap, affiliées au Ministère des Affaires sociales</p>
Objectif de la consultation et responsabilité de l'expert.e	<p>Le but général de cette mission est d'élaborer une plateforme visant à faciliter la soumission de demandes de subventions pour les associations au profit émanant tant de l'État que des caisses sociales, au bénéfice des associations œuvrant pour les personnes en situation de handicap, affiliées au Ministère des Affaires sociales</p> <p>Objectifs spécifiques de la mission :</p> <p>Durant cette mission, le prestataire (entreprise ou personne physique est amené à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Développer la plateforme selon une méthodologie agile via une technologie Low code avec l'implication des équipes métiers et IT du MAS en assurant leurs accès à une plateforme agile ○ Améliorer l'expérience des usagers du processus pour l'octroi du service : ○ Comprendre le parcours actuel de l'utilisateur (AsIS) ○ Analyser , définir et optimiser le parcours cible (ToBe) ○ Définir l'architecture fonctionnelle et technique de la plateforme ○ Elaborer les spécifications fonctionnelles et techniques détaillées de la plateforme <ul style="list-style-type: none"> ○ Concevoir des maquettes d'écran

	<ul style="list-style-type: none"> ○ Développer des différents modules de la plateforme relative au processus : ○ Développer des interfaces de saisie destiné (Front office) aux différentes parties prenantes ○ Paramétrer et gérer l’administration de la plateforme ○ Intégrer des différents web services à utiliser avec les différentes sources émettrices (ces API seront fournis par le MAS) ○ Réaliser des travaux des tests et d’intégration de la plateforme ○ Réaliser des tests de performance et de sécurité de la plateforme ○ Développer des tableaux de bord ○ Auditer la sécurité de la plateforme ○ Déployer la solution ○ Former des utilisateurs et transfert de compétences aux équipes clés (informatique et métier du Ministère des Affaires Sociales) 								
Condition et durée de travail	Durée : 250 jours de travail effectif étalés sur 5 mois entre Décembre 2023 et avril 2024								
Livrables et délais	<p>La présente prestation est composée de trois lots comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="454 1003 1476 2103"> <thead> <tr> <th data-bbox="454 1003 970 1048">Étape</th> <th data-bbox="970 1003 1476 1048">Echéance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="454 1048 970 1301"> Lot 1 : description du parcours usager, définition de l’architecture fonctionnelle et technique de la plateforme, spécifications fonctionnelles et techniques détaillées de la plateforme </td> <td data-bbox="970 1048 1476 1301"> Décembre 2023 </td> </tr> <tr> <td data-bbox="454 1301 970 1809"> Lot 2 : front office : digitaliser le processus de bout en bout de tous les intervenants du processus : (Associations, directions régionales (niveau régional), comité général de la promotion sociale (niveau central), comité technique (niveau ministériel)) et échanges, à travers des API, avec le système d’information Amen Social et la plateforme d’interopérabilité sectorielle </td> <td data-bbox="970 1301 1476 1809"> Janvier 2024 </td> </tr> <tr> <td data-bbox="454 1809 970 2103"> Lot 3 : back office : paramétrage et administration de la plateforme et tableaux de bord : DECEMBRE 2023 à </td> <td data-bbox="970 1809 1476 2103"> Avril 2024 </td> </tr> </tbody> </table>	Étape	Echéance	Lot 1 : description du parcours usager, définition de l’architecture fonctionnelle et technique de la plateforme, spécifications fonctionnelles et techniques détaillées de la plateforme	Décembre 2023	Lot 2 : front office : digitaliser le processus de bout en bout de tous les intervenants du processus : (Associations, directions régionales (niveau régional), comité général de la promotion sociale (niveau central), comité technique (niveau ministériel)) et échanges, à travers des API, avec le système d’information Amen Social et la plateforme d’interopérabilité sectorielle	Janvier 2024	Lot 3 : back office : paramétrage et administration de la plateforme et tableaux de bord : DECEMBRE 2023 à	Avril 2024
Étape	Echéance								
Lot 1 : description du parcours usager, définition de l’architecture fonctionnelle et technique de la plateforme, spécifications fonctionnelles et techniques détaillées de la plateforme	Décembre 2023								
Lot 2 : front office : digitaliser le processus de bout en bout de tous les intervenants du processus : (Associations, directions régionales (niveau régional), comité général de la promotion sociale (niveau central), comité technique (niveau ministériel)) et échanges, à travers des API, avec le système d’information Amen Social et la plateforme d’interopérabilité sectorielle	Janvier 2024								
Lot 3 : back office : paramétrage et administration de la plateforme et tableaux de bord : DECEMBRE 2023 à	Avril 2024								

	<p><u>Livrables de la mission :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Note méthodologique et planning de la mission ❖ Livrable sur le parcours actuel de (AsIS) et sur le parcours cible (ToBe) ❖ Dossier des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées ❖ Cahiers des recettes ❖ Dossier des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées ❖ Cahiers des recettes ❖ Outils et support de formation ❖ D6 : Guide d'utilisation et d'exploitation ❖ Guide de déploiement ❖ Codes sources ❖ Guide de restauration et backup ❖ Rapport d'audit et de sécurité de la solution ❖ Proposition d'un contrat de maintenance
<p><i>Suivi/monitoring</i></p>	<p>Le prestataire travaillera sous la supervision des responsables de l'équipe du Ministère des Affaires Sociales (MAS) en coordination avec l'équipe UNFPA .</p>
<p><i>Qualifications et expérience</i></p>	<p>Pour s'assurer de la bonne exécution des tâches de la mission, il est demandé de mettre à disposition une équipe de projet composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Directeur de projet :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi et gestion des risques - Responsable de la qualité des produits <u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum diplôme bac + 4 ou équivalent - 3 ans d'expériences dans le domaine de TI et intégration des SI - Maîtrise des normes et des standards les plus récents dans le domaine de développement - Gestion des projets ➤ <u>Expert AMOA :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Assistance à l'élaboration des spécifications - Assistance à la recette de la solution - Assistance à la formation des utilisateurs <u>Qualifications :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum diplôme bac + 4 ou équivalent - 3 ans d'expériences dans le domaine des TI et l'intégration de SI dont au moins 1 année d'expériences en tant que AMOA ➤ <u>Chef de projet technique</u> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'équipe et de la planification opérationnelle

- Allocation des taches de développement
- Gestion des travaux de développement
- Responsable de l'intégration et des livraisons du développement
- Responsable de la conformité des développements avec les spécifications
- Responsable du périmètre de développement

Qualifications :

- Minimum diplôme bac + 4 ou équivalent
- 3 ans d'expériences dans des projets dans le domaine des TI et intégration des SI dont au moins 1 année en tant que chef de projet
- Une connaissance des plateformes Low Code serait un atout

➤ **Architecte technique**

- Conception de l'architecture
- Définition des prérequis techniques à la mise en place de la plateforme
- Définition des procédures d'intégration
- Accompagnement à la mise en place de la plateforme
- Modélisation des données
- Conception des bases de données

Qualifications :

- Diplôme bac + 4 ou équivalent
- Justifiant de 3 ans d'expériences dans le domaine des TI et intégration des SI dont au moins 1 année en tant qu'architecte technique
- Une connaissance des plateformes Low Code serait un atout

➤ **2 Développeurs :**

- Codage système
- Contrôle de qualité interne
- Tests unitaires et recette interne
- Maitrise des technologies Low Code

Qualifications :

- Minimum diplôme bac + 3 ou équivalent
- Justifiant de deux ans d'expériences dans le domaine des TI et intégration des SI
- Participation à des missions de développement en utilisant les technologies LOW Code (au moins 2 références).

NB : il est formellement interdit aux soumissionnaires de faire appel à des sous-traitants.

Les qualifications citées ci-dessus doivent être dûment justifiées par les documents nécessaires (diplôme, lettre de mission, attestation projet, PV de réception, attestation d'achèvement de missions, certifications, etc.....).

<p>Dossier de l'offre</p>	<p>Les prestataires (entreprise / cabinet) sont invité(e)s à fournir les documents suivants pour soumettre leur candidature :</p> <p>Le dossier doit être rédigé en arabe ou en français ou en anglais et inclure les documents suivants :</p> <p>I. Une offre technique comprenant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une note de compréhension des TDR : plan d'action détaillé, méthodologie de travail et l'échéancier de réalisation ▪ Le CV de ceux/celles qui vont conduire la mission mettant en exergue les qualifications et les expériences similaires avec les pièces justificatives des attestations et expériences requises ▪ Les références des missions similaires effectuées par le soumissionnaire <p>II. Offre financière : en Dinars Tunisien et en Hors Taxes, et qui devra détailler, en plus du prix global, tous les frais calculés pour compléter l'ensemble de la mission.</p>
<p>Evaluation des offres</p>	<p>L'évaluation finale des offres sera faite en fonction d'une pondération des Critères d'évaluation</p> <p>Technique et Financière :</p> <p>1. Evaluation de l'offre technique et financière</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Un score technique (ST) avec un maximum de 35 points est attribué à la proposition technique. <p><u>Selon les critères et la pondération suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ● Maitrise & compréhension des TDRs et de la mission (10pt) ● Pertinence de la méthodologie proposée et l'échéancier de la réalisation (chronogramme répond aux exigences des TDRs) (10pt) ● Expérience du prestataire en matière de systèmes informatiques et dans des mandats similaires (Références de missions de développement en Low Code et l'assistance technique depuis 2019) (20pt) ● Pertinence du parcours et de l'expérience professionnelle (CV) des experts, expertise technique en matière de systèmes informatiques et dans des mandats similaires (Références de missions de développement en Low Code et l'assistance technique depuis 2019) (30pt) <p>Total du ST maximal attribuable : 70pt</p> <p>L'offre ayant reçu le score global le plus élevé sera retenue.</p>
<p>Soumission des offres</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Le dossier de l'offre doit être soumis par e-mail à l'adresse suivante : tunisia.office@unfpa.org ● Objet du l'e-mail : Appel d'offre / développement et la mise en place d'une plateforme digitale d'octroi des subventions aux associations de protection des personnes handicapées ● Dernier délai de soumission : 2 décembre 2023 à 17h - heure de Tunis



--	--

Signature : Dr Rym Fayala, Cheffe du Bureau UNFPA

Date:

الأوامر والقرارات

رئاسة الحكومة

وعلى الأمر عدد 1855 لسنة 1990 المؤرخ في 10 نوفمبر 1990 المتعلق بضبط نظام تأجير رؤساء المنشآت ذات الأغلبية العمومية وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تممته وخاصة الأمر عدد 2564 لسنة 2006 المؤرخ في 2 أكتوبر 2006،

وعلى الأمر عدد 3158 لسنة 2002 المؤرخ في 17 ديسمبر 2002 المتعلق بتنظيم الصفقات العمومية وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تممته وخاصة الأمر عدد 515 لسنة 2012 المؤرخ في 2 جوان 2012،

وعلى الأمر عدد 2369 لسنة 2012 المؤرخ في 16 أكتوبر 2012 المتعلق بضبط برامج الصندوق الوطني للتشغيل وشروط وصيغ الانتفاع بها، كما تم تنقيحه وإتمامه بالأمر عدد 3766 لسنة 2013 المؤرخ في 18 سبتمبر 2013،

وعلى القرار الجمهوري عدد 43 لسنة 2013 المؤرخ في 14 مارس 2013 المتعلق بتعيين السيد علي لعريض رئيسا للحكومة،

وعلى الأمر عدد 1372 لسنة 2013 المؤرخ في 15 مارس 2013 المتعلق بتسمية أعضاء الحكومة،

وعلى رأي المحكمة الإدارية،

وعلى مداولة مجلس الوزراء وبعد إعلام رئيس الجمهورية.

يصدر الأمر الآتي نصه :

الباب الأول

أحكام عامة

الفصل الأول - يهدف هذا الأمر إلى ضبط معايير إسناد التمويل العمومي للجمعيات وإجراءاته وشروطه، كما يضبط آليات متابعة الجمعيات المستفيدة بالتمويل العمومي ومراقبتها.

الفصل 2 - يقصد بالتمويل العمومي المسند للجمعيات المبالغ المالية المخصصة ضمن ميزانية الدولة أو ميزانيات الجماعات المحلية أو المؤسسات ذات الصبغة الإدارية أو المؤسسات والمنشآت العمومية أو الشركات ذات المساهمات العمومية بنسبة تفوق 34% من رأس مالها أو المنشآت ذات الأغلبية العمومية بهدف دعم الجمعيات ومساعدتها على انجاز المشاريع وعلى تطوير نشاطها، وذلك على أساس الكفاءة وجدوى المشاريع والنشاطات.

الفصل 3 - يسند التمويل العمومي للجمعيات :

- إما لتدعيم نشاطها وتطوير وسائل عملها تبعا لطلبات مباشرة تتقدم بها الجمعيات.

أمر عدد 5183 لسنة 2013 مؤرخ في 18 نوفمبر 2013 يتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد التمويل العمومي للجمعيات.

إن رئيس الحكومة،

بعد الاطلاع على القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،

وعلى القانون عدد 8 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 المتعلق بتنظيم دائرة المحاسبات وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تممته وخاصة القانون الأساسي عدد 3 لسنة 2008 المؤرخ في 29 جانفي 2008،

وعلى القانون عدد 33 لسنة 1975 المؤرخ في 14 ماي 1975 المتعلق بالقانون الأساسي للبلديات وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تممته وخاصة القانون الأساسي عدد 57 لسنة 2008 المؤرخ في 4 أوت 2008،

وعلى القانون عدد 35 لسنة 1975 المؤرخ في 14 ماي 1975 المتعلق بالقانون الأساسي لميزانية الجماعات العمومية المحلية كما تم تنقيحه بالنصوص اللاحقة،

وعلى القانون الأساسي عدد 11 لسنة 1989 المؤرخ في 4 فيفري 1989 المتعلق بالمجالس الجهوية، كما تم إتمامه بالقانون الأساسي عدد 119 لسنة 1993 المؤرخ في 27 ديسمبر 1993،

وعلى القانون الأساسي عدد 11 لسنة 1995 المؤرخ في 6 فيفري 1995 المتعلق بالهيكل الرياضية كما تم تنقيحه وإتمامه بالنصوص اللاحقة وخاصة المرسوم عدد 66 لسنة 2011 المؤرخ في 14 جويلية 2011،

وعلى القانون عدد 9 لسنة 1989 المؤرخ في 1 فيفري 1989 المتعلق بالمساهمات والمنشآت والمؤسسات العمومية وعلى جميع النصوص التي نقحته وتممته وخاصة القانون عدد 36 لسنة 2006 المؤرخ في 12 جوان 2006،

وعلى القانون عدد 83 لسنة 2005 المؤرخ في 15 أوت 2005 المتعلق بالنهوض بالأشخاص المعوقين وحمايتهم.

وعلى المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات، وخاصة الفصل 36 منه،

- أو لتنفيذ مشاريع تندرج في مجال نشاط الهيكل العمومي وتهدف إلى تحقيق النفع العام وذلك إما تبعاً لدعوة للترشح يطلقها الهيكل العمومي المعني أو تبعاً لاتفاقية شراكة بمبادرة من الجمعية.

الفصل 4 - يتولى كل هيكل عمومي، على معنى أحكام الفصل 2 من هذا الأمر، في بداية كل سنة ضبط المشاريع التي تكون موضوع دعوة للترشح.

الفصل 5 - لا تخضع المشاريع المنجزة من قبل الجمعيات تطبيقاً لأحكام هذا الأمر للترتيب المتعلقة بالصفقات العمومية.

الباب الثاني

شروط وإجراءات الحصول على التمويل العمومي

الفصل 6 - يشترط في الجمعية الراغبة في الحصول على تمويل عمومي :

- أن تحترم في تكوينها وفي نشاطها أحكام المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات،

- أن تعتمد مبادئ الشفافية والديمقراطية في تسييرها الإداري والمالي،

- أن تكون وضعيتها المالية سليمة تجاه إدارة الجباية والصناديق الاجتماعية.

الفصل 7 - يتعين على الجمعية الراغبة في الحصول على تمويل عمومي في إطار طلبات مباشرة أو في إطار المشاركة في إعلان الدعوة للترشح أو في إطار اتفاقية شراكة لإنجاز مشاريع إرفاق مطلبها بالوثائق التالية:

- النظام الأساسي للجمعية ونسخة من إعلان تكوين الجمعية بصورة قانونية وقائمة في مسيرتها والوثائق المثبتة لمؤهلاتهم،

- قائمة فروعها ومكاتبها الجهوية إن وجدت وأسماء مسيرتها،

- تقرير مراقب أو مراقبي الحسابات مؤشر عليه للسنة السابقة

لتاريخ تقديم المطلب بالنسبة للجمعيات التي تتجاوز مواردها السنوية مائة ألف (100.000) دينار،

- نسخة من آخر تقرير موجه إلى دائرة المحاسبات بالنسبة

للجمعيات المتحصلة على تمويل عمومي سابق تطبيقاً لأحكام الفصل 44 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المشار إليه أعلاه،

- آخر تقرير أدبي ومالي مصادق عليه من قبل الجلسة العامة،

- نسخة من سجل النشاطات والمشاريع وسجل المساعدات

والتبرعات والهبات والوصايا المنصوص عليهما بالفصل 40 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المشار إليه أعلاه،

- نسخة من آخر محضر جلسة انتخابية لهيكل تسيير الجمعية،

- الوثائق المثبتة لسلامة وضعية الجمعية تجاه إدارة الجباية

والصناديق الاجتماعية،

- الوثائق المثبتة لتقيد الجمعية بمقتضيات الفصل 41 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات، في صورة تلقيها لهبات أو تبرعات أو مساعدات أجنبية،

- وثيقة التزام تسحب من إدارة الهيكل العمومي المعني، ويتم التعريف بالإمضاء عليها، وتتضمن الالتزام بإرجاع مبلغ التمويل العمومي في صورة الحصول على تمويل موازي من هيكل عمومي آخر بعنوان نفس المشروع أو نفس النشاط.

الفصل 8 - يتعين على الجمعيات الراغبة في الحصول على تمويل عمومي في إطار طلبات مباشرة تقديم تقرير مفصل حول موارد الجمعية وتدقيق أوجه الاستعمالات التي سيخصص لها التمويل العمومي المطلوب.

ولا يجب أن يتجاوز التمويل العمومي المسند في إطار الطلبات المباشرة سقفاً يتم ضبطه من قبل الهيكل العمومي بناء على رأي اللجنة المنصوص عليها بالفصل 10 من هذا الأمر.

الفصل 9 - علاوة على الوثائق المذكورة بالفصل 7 من هذا الأمر، يتعين على كل جمعية ترغب في الحصول على تمويل عمومي في إطار المشاركة في إعلان الدعوة للترشح أو في إطار اتفاقية شراكة لإنجاز مشاريع محددة مد الهيكل العمومي بالمعطيات التالية :

- دراسة اقتصادية للمشروع، بما في ذلك المتطلبات المادية والمالية لإنجازه،

- رزنامة التنفيذ وتكلفة كل مرحلة،

- هيكل تمويل المشروع بما في ذلك حجم المساعدة المطلوبة ونسبة التمويل الذاتي للجمعية،

- التمشي المقترح لإنجاز المشروع والنتائج الكمية والنوعية المرتقبة من إنجازه،

- السيرة الذاتية لأعضاء الفريق الذي سيشرف على تنفيذ المشروع.

الفصل 10 - تحدث لجنة فنية على مستوى كل هيكل عمومي خاضع لأحكام هذا الأمر تتولى النظر في مطالب الحصول على التمويل العمومي بما في ذلك الطلبات المباشرة وتقييمها والبت فيها وتحديد مبلغ التمويل العمومي الذي يمكن إسناده.

تتكون اللجنة الفنية من رئيس الهيكل العمومي أو من ينوبه بصفة رئيس وممثلين عن الإدارات المعنية التابعة للهيكل العمومي وممثل عن سلطة الإشراف ومراقب المصاريف العمومية بصفة أعضاء.

يعوض مراقب المصاريف العمومية بمراقب الدولة بالنسبة للجنة الفنية المحدثة على مستوى المؤسسات التي لا تكتسي صيغة إدارية والمنشآت العمومية.

. الأهداف والنتائج المنتظرة المزمع تنفيذها ومؤشرات المتابعة
وقياس الأداء،

. طرق مراقبة تنفيذ بنود العقد وآليات التقييم والمتابعة
وشروط الفسخ واسترجاع التمويل العمومي عند الاقتضاء.

الباب الثالث

أحكام خاصة بالتمويل العمومي المسند في إطار الدعوة للترشح

الفصل 13 . تخضع الدعوة للترشح التي يطلقها الهيكل
العمومي لانجاز مشروع معين إلى مبادئ المساواة والمنافسة
والشفافية.

الفصل 14 . تنشر الدعوة للترشح بوسائل الإعلام المكتوبة
عشرون يوما (20) على الأقل من تاريخ فتح باب الترشيحات من قبل
الهيكل العمومي المعني وبالموقع الإلكتروني الخاص به إن وجد.
ويتضمن الإعلان خاصة ما يلي :

. موضوع المشروع المزمع تكليف الجمعية أو الجمعيات
بانجازه،

. الوثائق التي يتعين تقديمها بالإضافة إلى تلك المنصوص
عليها بالفصلين 7 و9 من هذا الأمر،
. تاريخ فتح وغلق باب الترشيحات،
. معايير الاختيار.

الفصل 15 . تبت اللجنة الفنية، المنصوص عليها بالفصل 10
من هذا الأمر، في مطالب التمويل العمومي المقدمة في إطار
الدعوة للترشح خلال خمسة عشر (15) يوما من تاريخ غلق باب
الترشيحات، وتتولى خاصة ما يلي:

. النظر في تقرير الفرز على أساس المعايير المنصوص عليها
بالفصل 11 من هذا الأمر،

. تحديد مبلغ التمويل العمومي المخصص للمشروع وكيفية
توزيعه على الجمعيات المستفيدة عند الاقتضاء ووزناته صرفه
بحسب التقدم في انجاز المشروع.

يتولى الهيكل العمومي المعني تعليق نتائج أعمال اللجنة الفنية
بمقره وبهياكله الجهوية والمحلية، كما يتولى دعوة الجمعية التي
تم الاختيار عليها لإتمام إجراءات التعاقد معها.

الباب الرابع

أحكام خاصة بالتمويل العمومي المسند في إطار اتفاقية الشراكة

الفصل 16 . اتفاقية الشراكة عقد يبرم لمدة أقصاها ثلاث
سنوات يربط هيكلا عموميا أو أكثر بجمعية أو أكثر ويكون
بمبادرة من جمعية أو أكثر، لانجاز مشاريع ذات مصلحة عامة
تندرج ضمن أولويات الهيكل العمومي.

وبالنسبة للشركات ذات المساهمات العمومية بنسبة تفوق
34% من رأس مالها تتركب اللجنة الفنية من رئيس الهيكل أو من
ينوبه بصفة رئيس وممثل عن مجلس الإدارة وممثل عن المصلحة
المكلفة بالعمل الاجتماعي بالشركة وممثل عن المنشأة الأم.

وبالنسبة للشركات ذات الأغلبية العمومية تتركب اللجنة الفنية
من رئيس الهيكل أو من ينوبه بصفة رئيس وممثل عن المنشأة
العمومية وممثل عن المصلحة المكلفة بالعمل الاجتماعي بالشركة.

يعين رئيس الهيكل العمومي أعضاء اللجنة بمقتضى مقرر.

تجتمع اللجنة بدعوة من رئيسها كلما دعت الحاجة إلى ذلك
ولا تكون اجتماعاتها قانونية إلا بحضور أغلبية أعضائها.

تتخذ اللجنة قراراتها بأغلبية أصوات الأعضاء الحاضرين وفي
صورة تساوي الأصوات يرجح صوت الرئيس.

ويمكن لرئيس اللجنة دعوة كل من يرى فائدة في حضوره في
أعمال اللجنة ويكون رأيه استشاريا.

الفصل 11 . يسند التمويل العمومي للجمعيات في إطار
الدعوة للترشح أو في إطار اتفاقية شراكة باعتماد منهجية اختيار
على أساس المعايير التالية:

. النتائج الكمية والنوعية المرتقبة من انجاز المشروع،

. التمشي المقترح لانجاز المشروع وأجال التنفيذ المقترحة،

. عدد فروعها وعدد منخرطيه وعدد أجرائها،

. الكفاءة والتجربة العملية لمسيرى الجمعية وللفرق المشرف

على تنفيذ المشروع،

. مشاركة الجمعية في الندوات والدورات التكوينية.

تعطى الأولوية للمشاريع التي تقدم في إطار شبكة جمعيات.

ويسند التمويل العمومي للجمعيات في إطار الطلبات المباشرة
باعتماد منهجية اختيار على أساس المعايير التالية :

. أهمية النشاط والبرامج والتدخلات المنجزة سابقا من قبل
الجمعية،

. أهمية النشاط والبرامج والتدخلات المزمع انجازها مستقبلا.

الفصل 12 . يصرف التمويل العمومي بمقتضى مقرر من رئيس
الهيكل العمومي المعني بناء على الرأي المطابق للجنة الفنية
المحدثة بالفصل 10 من هذا الأمر.

وبالنسبة للتمويل العمومي المسند في إطار الدعوة للترشح
أو في إطار اتفاقيات الشراكة، يرفق المقرر المتعلق بصرف
التمويل العمومي بعقد يبرم بين رئيس الهيكل العمومي المعني
ورئيس الجمعية التي تم الاختيار عليها يتضمن التنصيصات
الوجوبية التالية :

. حقوق كل طرف والتزاماته،

. مراحل تنفيذ المشروع ووزناته صرف التمويل،

الباب السادس أحكام مختلفة

الفصل 24 - تنطبق الأحكام المتعلقة بالدعوة للترشح وباتفاقيات الشراكة المنصوص عليها بهذا الأمر على برامج الصندوق الوطني للتشغيل باستثناء أحكام الفصلين 20 و 20 مكرر من الأمر عدد 2369 لسنة 2012 المؤرخ في 16 أكتوبر 2012 المشار إليه أعلاه.

الفصل 25 - تستثنى من تطبيق أحكام هذا الأمر الأجور التي تتكفل بها الدولة في إطار اتفاقيات خاصة والتي تدفع لفائدة أعوان جمعيات رعاية المعوقين العاملين بمراكز التربية المختصة.

الفصل 26 - يتعين على الجمعيات التي استفادت بتمويل عمومي قبل دخول هذا الأمر حيز التنفيذ احترام الباب الخامس منه.

الفصل 27 - تلغى أحكام الأمر عدد 599 لسنة 2000 المؤرخ في 13 مارس 2000 المتعلقة بضبط قائمة الجمعيات والمؤسسات المنتفعة بالهبات والإعانات القابلة للطرح كليا من أساس الضريبة على دخل الأشخاص الطبيعيين والضريبة على الشركات.

الفصل 28 - الوزراء ورؤساء الجماعات المحلية ورؤساء المؤسسات والمنشآت العمومية والشركات ذات المساهمات العمومية مكلفون، كل فيما يخصه، بتنفيذ هذا الأمر الذي ينشر بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية.

تونس 18 نوفمبر 2013.

رئيس الحكومة
علي لعريض

قرار من رئيس الحكومة مؤرخ في 17 ديسمبر 2013 يتعلق بإحداث لجنة إدارية متناصفة مختصة بالنظر في سلك مستشاري المصالح العمومية.

إن رئيس الحكومة،

بعد الاطلاع على القانون التأسيسي عدد 6 لسنة 2011 المؤرخ في 16 ديسمبر 2011 المتعلق بالتنظيم المؤقت للسلط العمومية،

وعلى القانون عدد 112 لسنة 1983 المؤرخ في 12 ديسمبر 1983 المتعلق بضبط النظام الأساسي العام لأعوان الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الصيغة الإدارية، وعلى جميع النصوص التي نقحت أو تممته وخاصة القانون عدد 20 لسنة 2003 المؤرخ في 17 مارس 2003 والقانون عدد 69 لسنة 2007 المؤرخ في 27 ديسمبر 2007 والمرسوم عدد 89 لسنة 2011 المؤرخ في 23 سبتمبر 2011،

الفصل 17 - تتولى اللجنة دراسة المطالب المقدمة في إطار اتفاقيات الشراكة وتقييمها والبت فيها وتحديد مبلغ التمويل العمومي الذي يمكن إسناده للجمعيات التي تستجيب للمعايير المنصوص عليها بالفصل 11 من هذا الأمر وذلك في أجل أقصاه شهران من تاريخ تلقي الطلب.

الفصل 18 - يبرم الهيكل العمومي اتفاقية شراكة مع الجمعية أو الجمعيات الصادرة عنها المبادرة بناء على الرأي المطابق للجنة الفنية المنصوص عليها بالباب الثاني من هذا الأمر.

الباب الخامس

المتابعة والرقابة

الفصل 19 - يرفع الهيكل العمومي المعني وجوبا لوزارة الإشراف والكتابة العامة للحكومة ولوزارة المالية ولدائرة المحاسبات تقريرا سنويا يتضمن حجم التمويل العمومي المسند لكل جمعية وقائمة الجمعيات المستفيدة وأوجه إسناده.

الفصل 20 - ترفع الجمعيات المنتفحة بالتمويل العمومي، في إطار الدعوة للترشح أو في إطار اتفاقية شراكة، وجوبا إلى الهيكل العمومي المعني وإلى وزارة المالية تقريرا سنويا حول استعمال الأموال العمومية المنتفح بها وتقدم إنجازها للمشاريع التي استفادت بعنوانها بتمويل عمومي.

الفصل 21 - علاوة على الالتزامات المنصوص عليها بالمرسوم عدد 88 لسنة 2011 المشار إليه أعلاه وخاصة الفصل 44 منه، تخضع الجمعيات المنتفحة بالتمويل العمومي إلى رقابة ميدانية من قبل أعوان التفقيديات والمصالح الفنية الراجعة بالنظر إلى وزارة الإشراف.

كما تخضع إلى رقابة وتفقد من قبل هيكل الرقابة العامة طبقا للتراتب الجاري بها العمل وذلك فيما يتعلق بأوجه التصرف في التمويل العمومي المسند.

الفصل 22 - يجب على الجمعية التي لم تحترم بنود العقد كليا أو جزئيا تجاه الهيكل العمومي المعني إرجاع كامل أو ما تبقى من مبلغ التمويل العمومي المتحصل عليه ما لم تتولى تسوية وضعيتها في غضون ثلاثة أشهر من تاريخ التنبيه عليها.

الفصل 23 - لا يمكن للجمعية التي لم تحترم بنود العقد، بخصوص إنجاز المشاريع التي انتفعت بعنوانها بتمويل عمومي أو لم ترفع التقارير الدورية المشار إليها بالفصل 20 من هذا الأمر، أن تنتفع مجددا بتمويل عمومي وذلك إلى حين تسوية وضعيتها طبقا لأحكام هذا الأمر.

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2013-5183 du 18 novembre 2013, fixant les critères, les procédures et les conditions d'octroi du financement public pour les associations.

Le chef du gouvernement

Vu la loi constitutive n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 68-8 du 8 mars 1968, portant organisation de la cour des comptes, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2008-3 du 29 janvier 2008,

Vu la loi n° 75-33 de du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des communes, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi organique n° 2008-57 du 4 août 2008,

Vu la loi n° 75-35 du 14 mai 1975, portant loi organique du budget des collectivités publiques locales, telle que modifiée par les textes subséquents,

Vu la loi organique n° 89-11 du 4 février 1989, relative aux conseils régionaux, telle que complétée par la loi organique n° 93-119 du 27 décembre 1993,

Vu la loi organique n° 95-11 du 6 février 1995, relative aux structures sportives, telle que modifiée par les textes subséquents, telle que modifié ou complété par les textes subséquents et notamment le décret-loi n° 2011-66 du 14 juillet 2011,

Vu la loi n° 89-9 du 1^{er} février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2006-36 du 12 juin 2006,

Vu la loi d'orientation n° 2005-83 du 15 août 2005, relative à la promotion et la protection des personnes handicapées,

Vu le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant organisation des associations et notamment son article 36,

Vu le décret n° 90-1855 du 10 novembre 1990, fixant le régime de rémunération des chefs d'entreprises à majorité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2006-2564 du 2 octobre 2006,

Vu le décret n° 2002-3158 du 17 décembre 2002, portant réglementation des marchés publics, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2012-515 du 2 juin 2012,

Vu le décret n° 2012-2369 du 16 octobre 2012, fixant les programmes du fond national de l'emploi, les conditions et les modalités de leur bénéfice, tel que modifié ou complété par le décret n° 2013-3766 du 18 septembre 2013,

Vu l'arrêté Républicain n° 2013-43 du 14 mars 2013, portant nomination de Monsieur Ali Larayedh, chef du gouvernement,

Vu le décret n° 2013-1372 du 15 mars 2013, portant nomination des membres du gouvernement,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Vu la délibération du conseil des ministres et après information du président de la République.

Décrète :

Titre I

Dispositions générales

Article premier - Le présent décret vise à fixer les critères, procédures et conditions d'octroi du financement public aux associations. Il fixe, également, les mécanismes de suivi et de contrôle des associations bénéficiaires du financement public.

Art. 2 - On entend par financement public octroyé aux associations les fonds affectés dans le budget de l'Etat ou les budgets des collectivités publiques ou les établissements à caractère administratif ou les établissements et entreprises publiques ou les sociétés dont les participations publiques dépassent les 34 % du capital ou les entreprises à majorité publique dans le but de supporter et aider les associations à réaliser des projets et à développer leurs activités, et ce, sur la base de compétence et de la faisabilité des projets et des activités.

Art. 3 - Le financement public est octroyé aux associations :

- soit pour promouvoir leurs activités et développer leurs moyens de travail suite à des demandes directes présentées par les associations,

- ou pour réaliser des projets d'utilité publique s'inscrivant dans le cadre de l'activité de l'organisme public, et ce, suite à un appel à candidatures lancé par l'organisme public concerné ou suite à un accord de partenariat à l'initiative de l'association.

Art. 4 - Chaque organisme public, au sens des dispositions de l'article 2 du présent décret, procède, au début de chaque année, à la détermination des projets objet d'un appel à candidatures.

Art. 5 - Les projets réalisés par les associations en application des dispositions du présent décret ne sont pas soumis à la réglementation relative aux marchés publics.

Titre II

Conditions et procédures pour l'obtention du financement public

Art. 6 - Toute association désirant l'obtention du financement public est tenue :

- de respecter dans sa constitution et son activité les dispositions du décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011, portant organisation des associations,

- d'adopter les principes de transparence et démocratie dans sa gestion administrative et financière,

- que sa situation financière soit régulière à l'égard de l'administration fiscale et des caisses sociales.

Art. 7 - Toute association désirant l'obtention du financement public dans le cadre des demandes directes ou dans le cadre de participation à l'appel à candidatures ou dans le cadre d'un accord de partenariat pour la réalisation de projets est tenue d'accompagner sa demande par les documents suivants :

- le statut de l'association, une copie de l'annonce de sa constitution légale, la liste de ses dirigeants et les documents prouvant leurs qualifications,

- la liste de ses filiales et bureaux régionaux s'ils existent et les noms de ses dirigeants,

- le rapport visé du ou des commissaires aux comptes pour l'année précédant la date de présentation de la demande concernant les associations dont les ressources annuelles dépassent cent mille (100.000) dinars,

- une copie du dernier rapport transmis à la cour des comptes concernant les associations bénéficiant d'un financement public antérieur en application des dispositions de l'article 44 du décret-loi n°2011-88 susvisé,

- le dernier rapport moral et financier approuvé par l'assemblée générale,

- une copie du registre des activités et des projets et du registre des aides, dons, donations et legs prévues par l'article 40 du décret-loi n° 2011-88 susvisé,

- une copie du dernier procès-verbal de l'assemblée élective des organes de direction de l'association,

- les documents prouvant la régularité de la situation de l'association à l'égard de l'administration fiscale et des caisses sociales,

- les documents prouvant l'observation par l'association des dispositions de l'article 41 décret-loi n° 2011-88, portant organisation des associations, en cas de réception de dons ou donations ou aides étrangères,

- un acte d'engagement retiré auprès de l'administration de l'organisme public concerné dont la signature est légalisée, comportant l'engagement de restituer les montants du financement public obtenu en cas d'obtention de financement similaire d'un autre organisme public au titre du même projet ou activité.

Art. 8 - Les associations désirant l'obtention du financement public dans le cadre de demandes directes sont tenues de présenter un rapport détaillé sur les ressources de l'association et de spécifier les aspects d'utilisation du financement public demandé.

Le financement public accordé dans le cadre de demandes directes ne doit pas dépasser un seuil fixé par l'organisme public conformément à l'avis de la commission prévue à l'article 10 du présent décret.

Art. 9 - Outre les documents mentionnés à l'article 7 du présent décret, toute association désirant l'obtention du financement public dans le cadre de participation à l'appel à candidatures ou dans le cadre d'un accord de partenariat pour la réalisation de projets déterminés est tenue de présenter à l'organisme public les données suivantes :

- une étude économique du projet, y compris les exigences matérielles et financières nécessaires à sa réalisation,

- le calendrier de réalisation et le coût de chaque étape,

- le schéma de financement du projet y compris le montant de l'aide demandée et le pourcentage d'autofinancement de l'association,

- la démarche proposée pour la réalisation du projet ainsi que les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés,

- les curriculum vitae des membres de l'équipe qui va superviser la réalisation du projet.

Art. 10 - Est créée une commission technique, au niveau de chaque organisme public soumis aux dispositions du présent décret chargée d'examiner les demandes d'obtention du financement public, y compris les demandes directes, de les évaluer et de statuer sur ces demandes et de déterminer le montant du financement public pouvant être octroyé.

La commission technique est composée du chef de l'organisme public ou son représentant en tant que président, des représentants des administrations concernées de l'organisme public, d'un représentant de l'autorité de tutelle et du contrôleur des dépenses publiques, en tant que membres.

Concernant la commission technique créée au niveau des établissements non administratifs et les entreprises publiques, le contrôleur des dépenses publiques est remplacé par le contrôleur d'Etat.

Concernant les sociétés, dont les participations publiques dépassent 34% de son capital, la commission technique est composée du chef de l'organisme ou son représentant en tant que président, et d'un représentant du conseil d'administration, et d'un représentant du service en charge de l'action sociale de la société, et d'un représentant de la société-mère.

Concernant les sociétés à majorité publique, la commission technique est composée du chef de l'organisme ou son représentant en tant que président, et un représentant de l'entreprise publique, et un représentant du service en charge de l'action sociale de la société.

Le chef de l'organisme public nomme les membres du comité par décision.

La commission se réunit à l'invitation de son président en cas de nécessité, ses réunions ne sont valables qu'à la présence de la majorité de ses membres.

La commission prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents, en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le président de la commission peut inviter toute personne dont la présence est jugée utile aux travaux de la commission, son avis est consultatif.

Art. 11- Le financement public est octroyé aux associations, dans le cadre de l'appel à candidatures ou dans le cadre d'un accord de partenariat par l'adoption d'une méthodologie de sélection basée sur les critères suivants :

- les résultats quantitatifs et qualitatifs escomptés de la réalisation du projet,

- la démarche proposée pour la réalisation du projet et les délais d'exécution proposés,

- le nombre de ses filiales, affiliés et salariés,

- la compétence et l'expérience opérationnelle des dirigeants de l'association et de l'équipe chargée de l'exécution du projet,

- la participation de l'association à des séminaires et sessions de formation.

La priorité est accordée aux demandes formulées dans le cadre du réseau d'associations.

Le financement public est octroyé aux associations, dans le cadre des demandes directes par l'adoption d'une méthodologie de sélection basée sur les critères suivants :

- l'importance de l'activité, des programmes et des interventions effectuées précédemment par l'association,

- l'importance de l'activité, des programmes et des interventions à exécuter dans l'avenir.

Art. 12 - Le financement public est versé par décision du chef de l'organisme public concerné sur avis conforme de la commission technique créée par l'article 10 du présent décret.

Quant au financement public octroyé dans le cadre de l'appel à candidatures ou dans le cadre d'accords de partenariat, la décision de versement du financement public est jointe d'un contrat conclu entre le chef de l'organisme public concerné et le président de l'association sélectionnée comportant les mentions obligatoires suivantes :

- les droits et obligations de chaque partie,

- les étapes de réalisation du projet et le calendrier de versement du financement,

- les objectifs et les résultats attendus à réaliser et les indicateurs de suivi et de mesure de la performance,

- les modes de contrôle d'exécution des termes du contrat, les mécanismes d'évaluation et de suivi et les conditions de résiliation et de restitution du financement public le cas échéant.

Titre III

Dispositions particulières relatives au financement public octroyé dans le cadre de l'appel à candidatures

Art. 13 - L'appel à candidatures lancé par l'organisme public dans le cadre de la réalisation d'un projet déterminé est soumis aux principes d'égalité, de concurrence et de transparence.

Art. 14 - L'appel à candidatures est publié aux médias écrits et au site web de l'organisme public concerné, s'il existe, et ce, vingt jours (20) au minimum de la date d'ouverture des candidatures.

- L'annonce comprend en particulier ce qui suit:
- l'objet du projet à réaliser par l'association ou les associations,
 - les documents à fournir en plus de ceux prévus dans les articles 7 et 9 du présent décret,
 - la date d'ouverture et de clôture des candidatures,
 - les critères de sélection.

Art. 15 - La commission technique prévue par l'article 10 du présent décret, statue sur les demandes de financement public présentées dans le cadre d'un appel à candidatures dans les quinze (15) jours suivant la date de clôture des candidatures et procède, en particulier, à ce qui suit :

- l'examen du rapport de dépouillement sur la base des critères énoncés dans l'article 11 du présent décret,
- la détermination du montant du financement public alloué au projet et les modalités de sa distribution aux associations bénéficiaires le cas échéant et le calendrier de versement en fonction de la progression dans la réalisation du projet,
- l'organisme public concerné procède à l'affichage des résultats des travaux de la commission technique à son siège et ses structures régionales et locales, et à l'invitation de l'association sélectionnée à accomplir les procédures contractuelles.

Titre IV

Dispositions particulières relatives au financement public octroyé dans le cadre de l'accord de partenariat

Art. 16 - L'accord de partenariat est un contrat qui relie un ou plusieurs organismes publics à une ou plusieurs associations à l'initiative d'une ou plusieurs associations pour une durée maximum de trois ans afin de réaliser des projets d'intérêt général s'inscrivant dans le cadre des priorités de l'organisme public.

Art. 17 - La commission procède à l'examen et l'évaluation des demandes présentées dans le cadre d'accords de partenariat, statue sur ces demandes et procède à la détermination du montant de financement public pouvant être octroyé aux associations répondant aux critères prévus par l'article 11 du présent décret, et ce, dans un délai maximum de deux mois à compter de la date de réception de la demande.

Art. 18 - L'organisme public conclut l'accord de partenariat avec la ou les associations ayant pris l'initiative, et ce, sur avis conforme de la commission technique prévue par le deuxième titre du présent décret.

Titre V

Suivi et contrôle

Art. 19 - L'organisme public concerné transmet, obligatoirement, au ministère de tutelle, le secrétariat général du gouvernement, le ministère des Finances et la Cour des comptes, un rapport annuel comportant le volume et les aspects du financement public octroyé à chaque association et une liste des associations bénéficiaires

Art. 20 - Les associations bénéficiaires du financement public, dans le cadre de l'appel à candidatures ou dans le cadre d'un accord de partenariat transmettent, obligatoirement, à l'organisme public concerné et au ministère des Finances un rapport annuel sur l'emploi des fonds publics octroyés et l'état de progression de réalisation des projets au titre desquels elles ont bénéficié du financement public.

Art. 21 - Outre les obligations prévues par le décret-loi n° 2011-88 susvisé, et notamment son article 44, les associations bénéficiaires du financement public sont soumises au contrôle sur place par les agents des inspections et des services techniques relevant du ministère de tutelle.

Elles sont également soumises au contrôle et à l'inspection des corps de contrôle général conformément à la réglementation en vigueur, et ce, concernant les aspects de gestion de financement public octroyé.

Art. 22 - L'association n'ayant pas respecté tout ou partie les termes du contrat envers l'organisme public concerné, est tenue de restituer la totalité ou le restant du montant du financement public obtenu à moins qu'elle n'ait procédé à la régularisation de sa situation dans les trois mois suivant la date de sa mise en demeure.

Art. 23 - L'association n'ayant pas respecté les termes du contrat relatifs à la réalisation de projets au titre desquels elle a bénéficié du financement public ou qui n'a pas transmis les rapports périodiques mentionnés à l'article 20 du présent décret, ne peut bénéficier de nouveau d'un financement public, et ce, jusqu'à la régularisation de sa situation conformément aux dispositions du présent décret.

Titre VI

Dispositions diverses

Art. 24 - Les dispositions relatives à l'appel à candidatures et aux accords de partenariat prévues par le présent décret sont applicables aux programmes du fond national de l'emploi à l'exception des dispositions des articles 20 et 20 bis du décret n° 2012-2369 du 16 octobre 2012 susvisé.

Art. 25 - Sont exclus de l'application des dispositions du présent décret les salaires, pris en charge par l'Etat dans le cadre d'accords spéciaux et versés aux agents des associations de promotion des handicapés, travaillant aux centres d'éducation spécialisée.

Art. 26 - Les associations ayant bénéficié d'un financement public avant l'entrée en vigueur du présent décret sont tenues de respecter les dispositions de son titre V.

Art. 27 - Sont abrogées les dispositions du décret n° 2000-599 du 13 mars 2000, fixant la liste des associations et établissements bénéficiaires de dons et de subventions déductibles intégralement de l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

Art. 28 - Les ministres, les présidents des collectivités locales et les chefs d'établissements, d'entreprises publiques et les sociétés à participation publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 18 novembre 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

Arrêté du chef du gouvernement du 17 décembre 2013, portant création de la commission administrative paritaire compétente pour le corps des conseillers des services publics.

Le chef du gouvernement,

Vu la loi constituante n° 2011-6 du 16 décembre 2011, portant organisation provisoire des pouvoirs publics,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003, la loi n° 2007-69 du 27 décembre 2007 et le décret-loi n° 2011-89 du 23 septembre 2011,

Vu le décret n° 84-1266 du 29 octobre 1984, fixant le statut du corps des conseillers des services publics, tel que modifié par le décret n° 98-1622 du 10 août 1998,

Vu le décret n° 90-1753 du 29 octobre 1990, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des commissions administratives paritaires, tel que modifié par le décret n° 2012-2937 du 27 novembre 2012,

Vu l'arrêté du Premier ministre, ministre de l'intérieur du 25 juin 1985, portant création et modalité d'organisation des commissions administratives paritaires compétentes pour le corps des administrateurs conseillers, administrateurs en chef, administrateurs généraux et conseillers des services publics.

Arrête :

Article premier - Est créée à la Présidence du gouvernement une commission paritaire compétente pour le corps des conseillers des services publics.

Art. 2 - La composition de la commission prévue à l'article premier du présent arrêté est fixée comme suit :

Grade	Représentants de l'administration		Représentants du personnel	
	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Conseiller des services publics	2	2	2	2

Art. 3 - Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté susvisé du 25 juin 1985.

Art. 4 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 17 décembre 2013.

Le Chef du Gouvernement

Ali Larayedh

من وزير الشؤون الاجتماعية
إلى
السيدات والسادة :
الرؤساء المديرين العامين لـ :
الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي
الصندوق الوطني للتقاعد والحياة الاجتماعية
الصندوق الوطني للتأمين على المرض
المديرين العامين ومديري الإدارات المركزية
المديرين الجهويين للشؤون الاجتماعية
رئيس الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي
رئيس فيدرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة
رؤساء الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة

الموضوع : حول منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة.

المراجع :

- القانون التوجيهي عدد 83 لسنة 2005 المؤرخ في 15 أوت 2005 المتعلق بالتهوض بالأشخاص المعوقين وحمايتهم.

- المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات.

- القانون عدد 41 لسنة 2016 المؤرخ في 16 ماي 2016 المتعلق بتنقيح القانون

التوجيهي عدد 83 لسنة 2005 المؤرخ في 15 أوت 2005 المتعلق بالتهوض بالأشخاص المعوقين وحمايتهم.

- الأمر الحكومي عدد 5183 لسنة 2013 المؤرخ في 18 نوفمبر 2013 المتعلق بضبط

معايير وإجراءات وشروط إسناد التمويل العمومي للجمعيات كما تم تنقيحه بالأمر عدد 3607 لسنة 2014 المؤرخ في 03 أكتوبر 2014 وكما تم إتمامه بالأمر عدد 568 لسنة 2016 المؤرخ في

17 ماي 2016.

- الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير

وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة.

وزير الشؤون الاجتماعية
محمد الطرابلسي

- الأمر الحكومي عدد 100 لسنة 2018 المؤرخ في 22 جانفي 2018 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة.

- الأمر الحكومي عدد 340 لسنة 2019 المؤرخ في 21 مارس 2019 المتعلق بتنظيم وزارة الشؤون الاجتماعية،

- القرار المشترك من وزراء الشؤون الاجتماعية والتضامن والتونسيين بالخارج والصحة العمومية والشباب والرياضة والتربية البدنية المؤرخ في 21 أبريل 2007 المتعلق بالمصادقة على كراس الشروط المتعلقة بضبط تراتيب إحداث المؤسسات الخاصة للتربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين وتنظيمها وسيرها.

- قرار وزير الشؤون الاجتماعية المؤرخ في 04 جانفي 2013 والمتعلق بالمصادقة على الاتفاقية المشتركة القطاعية لأعوان جمعيات رعاية الأشخاص المعوقين.

- القرار المشترك من وزير الشؤون الاجتماعية ووزير المالية المؤرخ في 12 أوت 2016 والمتعلق بضبط طريقة احتساب منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وصيغة تحديد مساهمات كل من الدولة والصناديق الاجتماعية.

- قرار رئيس الحكومة المؤرخ في 25 أبريل 2017 والمتعلق بضبط قائمة الجمعيات المنصوص عليها بالفصل 25 مكرر من الأمر عدد 5183 لسنة 2013 المؤرخ في 18 نوفمبر 2013 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد التمويل العمومي للجمعيات.

- الاتفاقية الثنائية المبرمة بين الاتحاد التونسي - للتضامن الاجتماعي وفيديريالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة بتاريخ 10 جانفي 2017.

المصاحب : 08 نماذج لوثائق.

حرصا على تحسين جودة الخدمات المقدمة للأشخاص ذوي الإعاقة من قبل مؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للمعوقين وبفرق الرعاية بالبيت المسيرة من قبل جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها، وعملا على تجسيم مقتضيات كراس الشروط المتعلقة بإحداث مؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للمعوقين، وتبعا لصدور الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المشار إليه أعلاه والذي يهدف إلى تنظيم إسناد التمويل العمومي المخصص لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها بما يضمن حدًا أدنى من الموضوعية والشفافية طبق شروط وإجراءات خصوصية ووفق المقاربة الشاملة التي أصبحت تقوم عليها علاقة الدولة بالجمعيات، ومن أجل إرساء حوكمة رشيدة

وزير الشؤون الاجتماعية
محمد الطرابلسي

لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها والارتقاء بأدائها في معاضدة مجهود الدولة، يهدف هذا المنشور إلى توضيح الأحكام الواردة بالأمر المشار إليه أعلاه ويبيّن كيفية تطبيقها.

I. أحكام عامة :

يشترط في جمعية رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية الراغبة في الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة أن تحترم في تكوينها وفي نشاطها أحكام المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات.

تحافظ جمعية رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية المنتفعة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة على صفتها كمشغل ومؤجر وحيد لأعوانها وإطاراتها.

يخضع نشاط وهيكله مؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للمعوقين التابعة لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المنتفعة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة واستخدام الإطارات والأعوان العاملين بها إلى مقتضيات كتراس الشروط المشار إليه أعلاه، ولا يمكن تحمّل الأعباء المالية الناتجة عن استخدام الأعوان والإطارات الزائدين عن الحاجة، أي الأعوان الذين يتم استخدامهم وتوظيفهم من طرف الجمعية أو فرع الجمعية دون الإعلام والتنسيق المسبق مع "فيديرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة" والمصالح المختصة لوزارة الشؤون الاجتماعية (مصالح النهوض الاجتماعي والإدارات الجهوية للشؤون الاجتماعية) للتأكد من تلاؤم عملية الاستخدام والتوظيف مع الحاجة الحقيقية للجمعية أو لفرع الجمعية (في إطار تعويض المغادرين لسبب من الأسباب خاصة في صفوف ذوي الاختصاص أو بعنوان الأشخاص المتقاعدين الذين يتم إبقاؤهم للعمل بطريقة غير قانونية وذلك في مخالفة صريحة لأحكام القانون عدد 8 لسنة 1987 المؤرخ في 06 مارس 1987 المتعلق بضبط أحكام خاصة بعمل المتقاعدين والذي يجبر الجمع بين الجارية والأجر أو بعنوان استخدام متطوعين يتم العمل لاحقا على تسوية وضعيتهم عبر الاستخدام القار) وتناغمها مع كتراس الشروط الجاري به العمل في الغرض وكذلك توفّر الاعتمادات المالية الضرورية لذلك.

وعليه، تتحمّل الجمعية أو فرع الجمعية المعنية مسؤولية وتبعات مثل هذا الاختيار ويتم عرض هذه الوضعية على أنظار اللجنة الفنية المنصوص عليها بالأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة لأخذها بعين الاعتبار عند اقتراح منحة التكفل لفائدة الجمعية أو فرع الجمعية المخالفة.

لا تنفع جمعية رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان مؤسسة التربية المختصة التابعة لها إلا إذا تبين احتضان المؤسسة المعنية على الأقل لـ 20 تلميذا حاملا لبطاقة إعاقة يتراوح سنهم

وزير الشؤون الاجتماعية

محمد الطرابلسي

بين 3 و30 سنة، باستثناء الأشخاص القاصرين ذهنيًا ومتعدّدي وعميقي الإعاقة المنتفعين بقرار في مواصلة التمتع بخدمات المؤسسة صادر عن اللجنة الجهوية للأشخاص المعوقين بعد تجاوزهم لسنّ الثلاثين (30 سنة). هذا، وفي صورة ثبوت تقلص دائم ومنتظم لعدد التلاميذ المتردّدين على مركز تربية مختصة تابع لجمعية أو لفرع جمعية رعاية أشخاص ذوي إعاقة عن العدد الأدنى المضمون الواجب توفّره (20 تلميذا) وذلك عن طريق عمليّات المراقبة الدورية التي تدعى المصالح المختصة لوزارة الشؤون الاجتماعية سواء مركزيا (عن طريق المصالح الإدارية للهيئة العامة للنهوض الاجتماعي أو التفتديّة العامة) أو جهويًا (بواسطة ممثل هيئة التفقد البيداغوجي للتربية المختصة بالجهة أو المنتسق الجهوي للجمعيات) وكذلك هيكل الرقابة التابعة لصناديق الضمان الاجتماعي إلى إجرائها في أجل أقصاه 31 ديسمبر من السنّة الدراسية المعتمدة، فإنّه يمكن للمدير الجهوي للشؤون الاجتماعية المختصّ ترايبًا أن يقترح على وزير الشؤون الاجتماعية وبعد التشاور المسبق مع "الهيئة العامة للنهوض الاجتماعي" وبالتنسيق مع "فيدراليتية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة" وبالاستئناس برأي هيكل الرقابة التابعة لصناديق الضمان الاجتماعي إن اقتضى الأمر ذلك، إعادة توزيع الأطفال والإطار العامل بالجمعية ذات النظر على جمعيات أخرى مشابهة بالجهة من حيث طبيعة وملح الفئات المتعهد بها، على أن تأخذ بعين الاعتبار في عملية إعادة التوزيع، المصلحة الفضلى للأطفال ذوي الإعاقة من جهة، وأن يراعى في عملية إعادة التوظيف، الجوانب الإنسانيّة والإكراهات الاجتماعيّة للإطار البشري المعني بهذا الإجراء من جهة أخرى.

ويتعيّن في مثل هذه الحالات، عرض الأمر على أنظار اللجنة الفنيّة المكلفة بإسناد منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة، المدعوة إلى أخذ هذه العناصر والمعطيات المستجدة بعين الاعتبار عند اقتراح إسناد المنحة المذكورة للجمعيات البديلة (المستقبلية للأطفال وللإطار العامل).

وتعتبر ملغاة، كلّ الملقّات التي لا تودع في الآجال المذكورة أعلاه أو التي يتبيّن عدم اشتغالها على كلّ الوثائق المطلوبة في تاريخ الحتم النهائي للآجال القصوى للإيداع.

II. ملف طلب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص

ذوي الإعاقة :

يتعيّن على كلّ جمعية لرعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية العاملة في المجال الزراعيّة في الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة إرفاق مطلبها الذي يتعيّن إيداعه بمكتب الصّبط التابع للإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعيّة المختصة ترايبًا بالوثائق التالية :

- ✓ نسخة مؤثّر عليها من طرف المصالح المختصة من النظام الأساسي للجمعية أو فرع الجمعية ونسخة من إعلان تكوينها بصورة قانونيّة منشور بالرائد الرسمي للجمهورية التونسيّة.
- ✓ قائمة إسميّة في مسيرّي الجمعية أو فرع الجمعية مصحوبة بالوثائق المثبتة لمؤهلاتهم العلميّة ولخبراتهم في مجال العمل الجمعياتي.
- ✓ قائمة في فروع الجمعية ومكاتبها الجهوية إن وجدت، وأسماء مسيرّيها.

✓ تقرير مراقب أو مراقبي الحسابات مؤثر عليه وذلك بعنوان السنة السابقة لتاريخ تقديم المطلب بالنسبة للجمعيات التي تتجاوز مواردها السنوية المائة ألف دينار (100.000 د).

- نسخة من آخر تقرير موجه إلى دائرة المحاسبات بالنسبة للجمعيات المتحصلة على تمويل عمومي سابق وذلك تطبيقاً لأحكام الفصل 44 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات.

✓ آخر تقرير أدبي ومالي مصادق عليه من طرف الجلسة العامة.

✓ نسخة من سجل النشاطات والمشاريع.

✓ نسخة من سجل المساعدات والتبرعات والهبات والوصايا.

✓ نسخة من آخر محضر جلسة انتخاوية لهيكل تسيير الجمعية.

✓ الوثائق المثبتة لسلامة وضعية الجمعية إزاء إدارة الجباية والصناديق الاجتماعية.

- الوثائق المثبتة لتقيد الجمعية بمقتضيات الفصل 41 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات في صورة تلقيها لهبات أو تبرعات أو مساعدات أجنبية.

✓ نسخة من كراس الشروط المتعلق بإحداث مؤسسة للتربية المختصة والتأهيل

والتكوين المهني للأشخاص المعوقين مؤثر عليها من المكتب الجهوي للقباضة المالية المختص تريبياً،

✓ بطاقة إرشادات خاصة بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني

للأشخاص المعوقين (أ نموذج عدد 8)،

✓ القائمة الاسمية للتلاميذ ذوي الإعاقة المرسمين بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل

والتكوين المهني للأشخاص المعوقين موزعين حسب نوع التغطية الاجتماعية (أ نموذج عدد 4)،

✓ القائمة الاسمية للأشخاص ذوي الإعاقة المتمتعين بخدمات الرعاية بالبيت موزعين

حسب نوع التغطية الاجتماعية (أ نموذج عدد 5)،

✓ القائمة الاسمية للأعوان والإطارات المختصة العاملين بمؤسسة التربية المختصة

والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين موزعين حسب الاختصاص وفقاً لكراس الشروط

(أ نموذج عدد 3)،

✓ التقرير السنوي المتعلق بأوجه ومجالات صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل

والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان السنة السابقة،

✓ مشروع الميزانية وفقاً للأ نموذج المصاحب (أ نموذج عدد 02).

III. التدابير الموكولة للأطراف المتداخلة :

سعيًا لحوكمة وترشيد المنح وأبواب صرفها وضمان سير مؤسسات التربية المختصة التابعة

لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة، فإن الأطراف الآتي ذكرها مطالبة باتخاذ التدابير التالية :

1- في مهام الجمعيات الراغبة في الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة :

أ- يتعين على جمعية رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية الراغبة في الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة إيداع مطلبها بمكتب الضبط التابع للإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة تراثياً مرفقاً بالوثائق المذكورة أعلاه وذلك في أجل أقصاه 31 أكتوبر من كل سنة مقابل وصل يتم تسليمه للجمعية أو لفرع الجمعية المترشحة طبقاً للأنموذج عدد 01،

ب- يتعين على كل جمعية لرعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية التقيّد بكتراس الشروط المتعلقة بإحداث مؤسسات التربية المختصة،

ت- يتعين على كل جمعية لرعاية الأشخاص ذوي الإعاقة أو فرع الجمعية المتحصلة على المنح بصفة مباشرة صرفها في الأبواب المذكورة بالاتفاقية المبرمة بينها وبين هيكل التمويل.

ث- يتعين على فيدرالية الجمعيات إبرام اتفاقيات مع هيكل التمويل بعنوان الجمعيات وفروع الجمعيات التي فوّضت لها بمقتضى توكيل.

2- في مشمولات الإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية :

يتولّى المدير الجهوي للشؤون الاجتماعية المختصّ تراثياً إحالة الملفات المستوفية للوثائق المطلوبة إلى الهيئة العامة للنهوض الاجتماعي (كتابة اللجنة الفنية المكلفة بالتظير في طلبات الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة) في أجل أقصاه 30 نوفمبر من كل سنة وذلك بعد أن تتولّى وحدة النهوض بالأشخاص المعوقين بقسم النهوض الاجتماعي الرّاجع بالتظير للإدارة الجهوية المعنية وبالتعاون مع المنسق (ة) الجهوي (ة) للجمعيات الذي يتم تعيينه بكل إدارة جهوية للشؤون الاجتماعية مبدئياً من بين الأخصائيين الاجتماعيين العاملين في المجال الاجتماعي ويكلف بمرافقة ومتابعة ومراقبة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة بمرجع نظر اختصاصه الترابي :

✓ التثبّت بكل دقة وعناية في :

• الملفات الإدارية للأعوان العاملين بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين سواء بنظام الوقت الكامل أو بنظام الوقت الجزئي، وتعمير الجداول المعدة للغرض (نماذج عدد 03 "أ" و 03 "ب" و 03 "ج") ثم إحالة نسخة منها وجوباً إلى المصالح المختصة بالصناديق الاجتماعية المعنية وذلك في أجل أقصاه 20 نوفمبر من كل سنة.

• ملفات التلاميذ المرسمين بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين الذين يتلقون فعلياً نشاطاً تربوياً وتأهلياً داخلها، وتعمير الجداول المعدة للغرض (نماذج عدد 04 "أ" و 04 "ب" و 04 "ج" و 04 "د") ثم إحالة نسخة منها وجوباً إلى المصالح المختصة بالصناديق الاجتماعية المعنية وذلك في أجل أقصاه 20 نوفمبر من كل سنة.

•ملفات الأشخاص متعددي أو عميقي الإعاقة الذين يتلقون فعليًا خدمات الرعاية بالبيت بمقرات إقامتهم، وتعمير الجداول المعدة للغرض (أنموذج عدد 05) ثم إحالة نسخة منها وجوبا إلى المصالح المختصة بالصناديق الاجتماعية المعنية وذلك في أجل أقصاه 20 نوفمبر من كل سنة.

✓ اقتراح النسبة المزمع اعتمادها لـ صرف منحة التسيير للجمعية المعنية (لتأمين مصاريف التسيير) من جملة تكاليف استخدام الأعوان والإطارات المختصة وفقا لمقتضيات القرار المشترك لوزير الشؤون الاجتماعية ووزير المالية المؤرخ في 12 أوت 2016 المشار إليه أعلاه (10 % على الأقل على أنه يمكن الترفيع فيها باقتراح من اللجنة الفنية بناء على عناصر واقعية وموضوعية تبرر مقترح الترفيع الصادر عن الجهة وبعد المصادقة الكتابية الصريحة على ذلك من طرف وزير الشؤون الاجتماعية).

✓ إبداء الرأي الفني في طلبات الامتدادات الجديدة (وقت كامل أو جزئي) الصادرة عن جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المشرفة على مؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين بالجهة والمزمع برمجتها بعنوان السنة الدراسية الموالية وترتيبها حسب الأولوية مع التقيّد بالاختصاصات الواردة بقراس الشروط الجاري به العمل. (أنموذج عدد 06)

✓ إبداء الرأي الفني في طلبات النقل والمناقلات الصادرة عن الأعوان حصريًا خلال العطلة الصيفية لمراكز التربية المختصة وفي أقصى الحالات في موثي شهر أوت من كل سنة، على أن يتم الحسم في مثل هذه الملفات بالتنسيق مع كل من "الهيئة العامة للنهوض الاجتماعي" و"فيدرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة" وبالتشاور مع الجمعيات الأم أو الجمعيات المحلية المعنية في أجل أقصاه 10 سبتمبر من كل سنة مع الحرص عند الموافقة على عملية التقلّة أو المناقلة- خاصة على عدم المساس بمبدأ التوازن في الاختصاصات المطلوبة لكل نوع من أنواع الإعاقات الواردة بقراس الشروط الجاري به العمل.

✓ يبرم المدير الجهوي للشؤون الاجتماعية المختص ترايبًا نيابة عن وزير الشؤون الاجتماعية وبعد موافقة اللجنة الفنية، اتفاقية شراكة سنوية مع رئيس الجمعية أو الفرع تتعلق بضبط أوجه ومجالات صرف منحة التقلّ بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة ويعمل بالتنسيق مع مصالحه المختصة على متابعة الإنجاز في كل وقت يراه مناسبًا (أنموذج عدد 07).

✓ تدعى الإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة ترايبًا إلى الحرص على توصل مصالحيها المختصة من جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المستفيدة، بالتقرير السنوي المتعلق بأوجه ومجالات صرف منحة التقلّ بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان السنة السابقة وذلك في أجل أقصاه 31 جانفي من السنة الموالية وإلى التثبت أيضا من إحالة نسخة من هذا التقرير وجوبا إلى الصناديق الاجتماعية وإلى وزارة المالية في نفس الآجال.

وزير الشؤون الاجتماعية
محمد الطرابلسي

✓ توجه الإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة ترايباً تنبئها كتابياً إلى جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المستفيدة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة التي لم تقم بتسوية وضعيتها (الإدلاء بالتقرير السنوي المتعلق بأوجه ومجالات صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان السنة السابقة) يتضمن دعوتها إلى إجراء اللازم على معنى الفصل 12 من الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 وبمهلها ثلاثة أشهر (03) للقيام بما يتعين مع إعلامها خاصة بعدم إمكانية الانتفاع مجدداً بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة إلى غاية تسوية وضعيتها.

✓ يخول للإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة ترايباً أن تقترح على وزير الشؤون الاجتماعية كتابياً توقيف صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة وذلك بالنسبة لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المستفيدة بالمنحة المذكورة التي لم تبادر باتخاذ الإجراءات اللازمة لتسوية وضعيتها (الإدلاء بالتقرير السنوي المتعلق بأوجه ومجالات صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان السنة السابقة) بعد التنبيه عليها وإمالتها.

3- في دور مصالح النهوض الاجتماعي مركزياً :

تتولى هذه المصالح درس ملقات جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها التي تتوصل بها من الإدارات الجهوية للشؤون الاجتماعية تامة الموجب (المستوفية للوثائق المطلوبة) وعرضها على اللجنة الفنية المكلفة بالنظر في طلبات الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة في مناسبتين، الأولى في أجل أقصاه 20 نوفبر والثانية في أجل أقصاه 20 جانفي من كل سنة وذلك بعد :

✓ التثبت في مدى استجابة ملقات الجمعيات التي تم تدارسها على المستوى الجهوي من طرف وحدات النهوض بالأشخاص المعوقين بأقسام النهوض الاجتماعي الراجعة بالنظر للإدارات الجهوية للشؤون الاجتماعية لأحكام الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015،

✓ دراسة مقترحات الإدارات الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة ترايباً حول :

- تحديد مقدار المنحة المختصة لكل جمعية أو فرع جمعية،
- إمكانية الترفيع أو التخفيض في مقدار منحة التسيير،
- طلبات النقل والمناقلة الصادرة عن أعوان الجمعيات بالتنسيق مع كل من "فيديرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة" وبالتشاور مع الجمعيات الأم أو الجمعيات المحلية المعنية،

• دراسة ملقات طلبات التمويل الجديدة.

✓ تحديد الإعتماد الجملي للمنح المزمع توفيره،

✓ إعداد تقرير سنوي في التمويل العمومي المسند للجمعيات وفروع الجمعيات،

✓ إعلام الأطراف المتداخلة بقرارات اللجنة الفنية المذكورة.

4- في مهام اللجنة الفنية المكلفة بالنظر في مطالب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة :

تنظر اللجنة المعنية في مطالب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المستوفية للشروط وتتولى :

✓ تحديد المبلغ المخصص لكل جمعية أو فرع جمعية وذلك استناداً إلى المعايير التالية :

- عدد منظوري مؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين والمنتفعين بالرعاية بالبيت،

- عدد الأعوان والإطارات المختصة المصادق على الترخيص في انتدابها وتكاليف استخدامها بعنوان الأجور والمنح المسندة والمضبوطة وفقاً للاتفاقية المشتركة القطاعية لأعوان جمعيات رعاية الأشخاص المعوقين،

- مصاريف التسيير اليومية لمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين والرعاية بالبيت وذلك في حدود 10 % على الأقل،

ويؤخذ بعين الاعتبار عند اقتراح النسبة المزمع اعتمادها لمصاريف التسيير من تكاليف استخدام الأعوان والإطارات المختصة :

- الموارد الذاتية للجمعية أو الفرع حسب الميزانية المقدمة،

- توفر منتج للبيع بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين،

- التبرعات والهبات والوصايا، وطنية كانت أم أجنبية،

- مساهمة الأولياء (مجاناً بالنسبة لأبناء العائلات المعوزة والعائلات محدودة الدخل بعد

استظهارها ببطاقة العلاج المجاني أو بطاقة العلاج بالتعريف المنخفضة وأقصاها 50 ديناراً في الشهر عن كل طفل بالنسبة للحالات الأخرى وذلك بحسب الوضعية الاجتماعية للأسرة ولعدد الأبناء المعوقين في الكفالة وبعد الاستظهار بالوثائق المؤيدة فضلاً عن التقييم التقديري للأخصائي الاجتماعي المكلف بالملف).

✓ ضبط مساهمات كل من الدولة والصناديق الاجتماعية،

✓ إبداء الرأي في تعليق أو سحب أو عدم تجديد إسناد المنحة،

✓ إبداء الرأي في مقترح الترفيع في مقدار المنحة وذلك بهدف تحسين جودة

الخدمات أو الاستجابة إلى طلبات إضافية (انتداب الأعوان والإطارات المختصة العاملين بمؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين)

✓ إبداء الرأي إن اقتضى الأمر ذلك وفي حالات خاصة تقدرها المصالح المختصة بـ "الهيئة

العامة للهوض الاجتماعي"، في طلبات النقل والمناقلة الصادرة عن أعوان الجمعيات التي تعرض عليها.

✓ ضبطت رزنامة آجال نظر اللجنة الفنية في مطالب الحصول على منحة التكفل كالاتي :

✓ في بداية شهر نوفمبر من كل سنة على أن لا يتجاوز ذلك يوم 20 من ذات الشهر،

✓ في بداية شهر جانفي من كل سنة على أن لا يتجاوز ذلك يوم 20 من ذات الشهر،

5- في دور الصناديق الاجتماعية :

تضطلع الصناديق الاجتماعية بـ :

- ✓ مراقبة ومتابعة الخدمات المقدمة لمنظورها من قبل الجمعيات وفروع الجمعيات بالتنسيق مع المصالح المختصة بكل من الهيئة العامة للهوض الاجتماعى (على المستوى المركزي) وبالإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة تريبيا (على المستوى الجهوي : المنسق الجهوي للجمعيات وهيئة التفقد البيداغوجي للتربية المختصة بالجهة)،
- ✓ مراقبة ومتابعة أبواب صرف المنح المسندة بالتنسيق مع المصالح المختصة بكل من الهيئة العامة للهوض الاجتماعى والتفقدية العامة للوزارة (على المستوى المركزي) وبالإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية المختصة تريبيا (على المستوى الجهوي : المنسق الجهوي للجمعيات).
- ✓ إبرام اتفاقيات بصفة مباشرة مع الجمعيات أو فروع الجمعيات التي صادقت اللجنة الفنية على تمكينها من تمويل أو بصفة غير مباشرة عن طريق الفيديريالية.

6- في مشمولات فيديريالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة وعلاقتها بمختلف

الأطراف :

عملا بأحكام الأمر الحكومي عدد 100 لسنة 2018 المؤرخ في 22 جانفي 2018 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة والتي تنص على صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المسندة، إما مباشرة لكل جمعية رعاية أشخاص ذوي إعاقة أو فرع جمعية والمحوّلة لحسابها الجاري أو إلى فيديريالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة بمقتضى- توكيل، تكلف الفيديريالية خاصة بـ :

✓ إحالة الاعتمادات المتعلقة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المحوّلة من وزارة الشؤون الاجتماعية بهذا العنوان في حينها إلى الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي،

✓ القيام بالمتابعة المباشرة للمسارات المهنية للأعوان العاملين بالجمعيات (الفصل 3 من الاتفاقية الثنائية المبرمة مع الاتحاد التونسي- للتضامن الاجتماعي بتاريخ 10 جانفي 2017) عبر العمل بالتنسيق مع الجمعيات والإدارات الجهوية للشؤون الاجتماعية على ضبط وضعيات هؤلاء قبل إحالتها إلى مصالح الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي للقيام بما يتعين وذلك في ضوء :

• الكشوفات الشهرية لغيابات والنقل والمناقلات والانتدابات الجديدة للأعوان الخ ... ،

• الأعداد المهنية السنوية،

• أعداد منحة الإنتاج.

• قائمات التدرج للأعوان.

وزير الشؤون الاجتماعية

محمد الطرابلسي

✓ تقديم مقترحات إلى الإدارات الفنيّة المختصّة التابعة لوزارة الشؤون الاجتماعيّة في كلّ ما يتعلّق بالتصرّف في قطاع جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة،
✓ إبرام اتفاقية خاصّة مع الاتحاد التونسي- للتضامن الاجتماعي في حقّ جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة التي أمضت على توكيل لفائدتها.
✓ التنسيق- في إطار تطبيق أحكام الفصل 28 من الاتفاقية المشتركة القطاعية لأعوان جمعيات رعاية الأشخاص المعوقين وبالاستئناس برأي "الإدارة العامّة للشغل" المضمّن بالمكتوب عدد 38385 بتاريخ 16 جويلية 2014 مع مصالح وزارة الشؤون الاجتماعيّة في كلّ ما يتعلّق بـ:

- عمليّات نقل ومناقلة الأعوان من نفس الصنف والاختصاص : تمّ التقلّة من مركز إلى مركز تابع لنفس الجمعية،
- والتعويض سواء في صفوف المنتدبين منهم على الاتفاقية المشتركة القطاعية لأعوان جمعيات رعاية الأشخاص المعوقين أو في صفوف الموضوعين على ذمّة هذه الأخيرة من طرف الوزارة مع الأخذ بعين الاعتبار للحاجيات الحقيقيّة لكلّ جمعية من الأعوان المشمولين بهذا الإجراء وفي احترام تامّ لمقتضيات كراس الشروط المتعلّق بضبط تراتيب إحداث المؤسسات الخاصّة للتربية المختصّة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين وتنظيمها وسيرها.

7- في مهامّ ومشمولات الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي :

تتولّى المصالح المختصّة للاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي :
-تخزين المعطيات الصادرة عن والفيديرالية بالتطبيق الإعلامية الخاصّة بأعوان الجمعيات والمتعلقة بـ :

- الكشوفات الشهرية للغيابات والنقل والمناقلات والاحالة على التقاعد والمغادرة والانتدابات الجديدة للأعوان الخ ... ،
 - الأعداد المهنيّة السنويّة،
 - المعطيات المتعلّقة بتدرّج الأعوان،
- صرف أجور الأعوان وذلك بتنزيلها بحساباتهم الشخصيّة البنكيّة أو البريديّة الجارية،
-صرف منح الإنتاج الخاصّة بالأعوان وذلك بتنزيلها بحساباتهم الشخصيّة البنكيّة أو البريديّة الجارية،
-تحويل منح التسيير إلى الجمعيات المعنيّة طبقا لجدول التوزيع الوارد عليها.
-إعداد تصاريح المساهمات الاجتماعيّة تجاه الصندوق الوطني للتضامن الاجتماعي وتحويلها إلى الجمعيات للمصادقة عليها قبل خلاصها وذلك في الآجال القانونيّة،
-إعداد التصاريح الجبائيّة وتحويلها إلى الجمعيات للمصادقة عليها قبل خلاصها وذلك في الآجال القانونيّة،

- إعداد بطاقات الأجور وتحويلها إلى اللجان الجهوية للتضامن الاجتماعي لإحالتها للجمعيات قصد ختمها وتسليمها إلى الأعوان.

IV. صيغة وآجال صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة :

عملا بأحكام الأمر الحكومي عدد 100 لسنة 2018 المؤرخ في 22 جانفي 2018 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة، تصرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المسندة في إطار إحدى الصورتين المنصوص عليهما بالتشريع الجاري به العمل (إما مباشرة بالحساب الجاري لكل جمعية رعاية أشخاص ذوي إعاقة أو لفرع الجمعية أو بمقتضى - توكيل إلى حساب "فيدرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة")، بمقتضى - مقررات من وزير الشؤون الاجتماعية والرؤساء المديرين العامين للصناديق الاجتماعية المشار إليها بالفصل الأول من هذا الأمر كل حسب مساهمته، بناء على الرأي المطابق للجنة الفنية المحدثة بالفصل 6 من الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المشار إليه أعلاه.

وترفق المقررات المذكورة آنفا، باتفاقيات منفصلة تبرم بين المدير الجهوي للشؤون الاجتماعية المختص ترايبا نيابة عن وزير الشؤون الاجتماعية ورؤساء المكاتب الجهوية للصناديق الاجتماعية المختصين ترايبا نيابة عن الرؤساء المديرين العامين للصناديق الاجتماعية المعنية بالتمويل كل في ما يخصه من جهة، ورئيس الجمعية المعنية أو الفرع أو فيدرالية الجمعيات من جهة أخرى. (أنموذج عدد 07)

تصرف مساهمة كل من الدولة والصناديق الاجتماعية في منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة الجمعيات والفروع التي حظيت بموافقة اللجنة الفنية المختصة على إسنادها المنحة وذلك على النحو التالي :

✓ مساهمة الدولة على (03) ثلاثة أقساط :

- القسط الأول 50 % قبل موفى مارس من كل سنة.
- القسط الثاني 30 % قبل موفى جوان من كل سنة.
- القسط الثالث 20 % قبل موفى سبتمبر من كل سنة.

✓ مساهمة الصناديق الاجتماعية على (04) أربعة أقساط :

- القسط الأول 40 % في موفى جانفي من كل سنة.
- القسط الثاني 20 % في موفى أفريل من كل سنة.
- القسط الثالث 20 % في موفى جويلية من كل سنة.
- القسط الرابع 20 % في موفى أكتوبر من كل سنة.

V. المتابعة والمراقبة :

ترفع جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المستفيدة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة وجوبا إلى وزارة الشؤون الاجتماعية وإلى الصناديق الاجتماعية المشار إليها بالفصل الأول من الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وإلى وزارة المالية تقريرا سنويا حول مجالات صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المسندة لها مع مراعاة آجال الإيداع المنصوص عليها بالمطمة 6 من النقطة 2 المتعلقة بمشمولات الإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية الواردة بالعنصر- الثالث تحت عنوان "التدابير الموكولة للأطراف المتداخلة".

تخضع جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها المنتفعة بمنحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة إلى رقابة ميدانية من قبل أعوان التفتيش والمصالح الفنية الجهوية والمحلية التراجعة بالنظر إلى وزارة الشؤون الاجتماعية والمكاتب الجهوية للصناديق الاجتماعية المشار إليها بالفصل الأول من الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المشار إليه أعلاه والمصالح المختصة للتفقد الفني والبيداغوجي والمراقبة الصحية.

كما تخضع جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة وفروعها إلى تفقد هيكل الرقابة العامة طبقا للترتيب الجاري بها العمل وذلك فيما يتعلق بأوجه التصرف في منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة.

واعتبارا لما يكتسبه موضوع التمويل العمومي المسند لجمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة المشرفة على مؤسسات التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين من أهمية، فإن السادة الرؤساء المديرين العامين لكل من الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والصندوق الوطني للتقاعد والحياة الاجتماعية والصندوق الوطني للتأمين على المرض والسيدات والسادة المديرين العامين للإدارات المركزية بالوزارة والمديرين الجهويين للشؤون الاجتماعية ورئيس الاتحاد التونسي للتضامن الاجتماعي ورئيس فيدرالية الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة ورؤساء الجمعيات التونسية العاملة في مجال الإعاقة مدعوون للتقيد كل فيما يخصه بمقتضيات هذا المنشور الذي يلغى ويعوض المنشور عدد 05 بتاريخ 12 مارس 2013- والعمل بما جاء فيه بكل دقة وعناية.

والسلام

وزير الشؤون الاجتماعية

محمد الطرابلسي

وصول تسلم طلب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية

بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة

(أنموذج عدد 01)

قَدِّم رئيس الجمعية أو فرع الوثائق التالية :

- النظام الأساسي للجمعية ونسخة من إعلان تكوينها بصورة قانونية،
- قائمة في مسيرتها والوثائق المثبتة لمؤهلاتهم،
- قائمة في فروعها ومكاتبها الجهوية إن وجدت وأسماء مسيرتها،
- تقرير مراقب أو مراقبي الحسابات مؤشر عليه لسنة السابقة لتاريخ تقديم المطلب بالنسبة للجمعيات التي تتجاوز مواردها السنوية مائة ألف (100.000) دينار،
- نسخة من آخر تقرير موجه إلى دائرة المحاسبات بالنسبة للجمعيات المتحصلة على تمويل عمومي تطبيقا لأحكام الفصل 44 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ 24 سبتمبر 2011،
- آخر تقرير أدبي ومالي مصادق عليه من قبل الجلسة العامة،
- نسخة من سجل النشاطات والمشاريع،
- نسخة من سجل المساعدات والتبرعات والهبات والوصايا،
- نسخة من آخر محضر جلسة انتخابية لهيكل تسيير الجمعية،
- الوثائق المثبتة لسلامة وضعية الجمعية تجاه إدارة الجباية والصناديق الاجتماعية،
- الوثائق المثبتة لتقيد الجمعية بمقتضيات الفصل 41 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات في صورة تلقيها لهبات أو تبرعات أو مساعدات أجنبية،
- نسخة من كراس الشروط المتعلق بإحداث مؤسسة للتربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين مؤشر عليه من المكتب الجهوي للقباضة المالية،
- المشروع المؤسسي،
- بطاقة إرشادات خاصة بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين (وفق الأنموذج)،
- القائمة الإسمية للتلاميذ ذوي الإعاقة المرسمين بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين موزعين حسب نوع التغطية الاجتماعية (وفق الأنموذج)،
- القائمة الإسمية للأشخاص ذوي الإعاقة المتمتعين بخدمات الرعاية بالبيت موزعين حسب نوع التغطية الاجتماعية (وفق الأنموذج)،
- قائمة الإسمية للأعوان والإطارات المختصة العاملین بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص المعوقين موزعين حسب الإختصاص وفقا لكراس الشروط (وفق الأنموذج)،
- مشروع الميزانية (وفق الأنموذج)،
- طلب انتداب جديد إن وجد (وفق الأنموذج).

مكتب ضبط الإدارة الجهوية للشؤون الاجتماعية

ب.....

ملاحظة : لا يقبل أي ملف منقوص أو تجاوز تاريخ تقديمه 31 أكتوبر من كل سنة.

مشروع ميزانية

لسنة

(نموذج عدد 02)

الجمعية أو الفرع:

تاريخ التأسيس :

العنوان :

البريد الإلكتروني :

الهاتف :

الفاكس :

الحساب الجاري :

الهيئة المديرة :

الرئيس :

الكاتب العام :

أمين المال :

عدد المنخرطين في الجمعية :

تاريخ انتخاب الهيئة المديرة:

تاريخ انتهاء المدة النيابية:

المركز :

العنوان:

الهاتف:

الفاكس:

العدد الجملي للتلاميذ:

عدد التلاميذ غير المضمونين:

عدد التلاميذ مضمونين:

- الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي:

- الصندوق الوطني للتقاعد والحيفة الإجتماعية:

العدد الجملي للمنتفعين بخدمات الرعاية بالبيت:

عدد التلاميذ غير المضمونين:

عدد التلاميذ المضمونين:

- الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي:

- الصندوق الوطني للتقاعد والحيفة الإجتماعية:

مشروع ميزانية لسنة

* * *

الجمعية أو الفرع:

: تاريخ التأسيس

: العنوان

: البريد الإلكتروني

: الهاتف

: الفاكس

: الحساب الجاري

: الهيئة المديرة

: الرئيس

: الكاتب العام

: أمين المال

: الأعضاء

*

*

*

*

*

*

*

*

: عدد المنخرطين في الجمعية

: الأهداف

: النشاط

: تاريخ انتخاب الهيئة المديرة:

: تاريخ انتهاء المدة النيابة:

جدول عدد
المدائل

المحتويات	السنة المنقضية	تقديرات السنة الحالية
فواضل ميزانية السنة الفارطة		
منح وزارة الشؤون الاجتماعية: - منحة التسيير - منحة البرنامج		
منحة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي		
منحة الصندوق الوطني للتقاعد والحيطة الاجتماعية		
هبات ومنح من وزارات ومؤسسات أخرى (1) - -		
الموارد الذاتية: - اشتراكات الأعضاء - مساهمات الأولياء - جمع التبرعات: * * - بيع المنتج * * - موارد أخرى (3) * التعاون الدولي:		
المجموع العام		

(2) بيان تاريخ الترخيص وقيم الأموال الممعة
ختم الجمعية أو الفرع

(1) بيان المصدر وقيمة المنحة أو الهبة
(3) بيان طبيعتها وقيمتها

جدول ع3دد
المصاريف (التسيير)

المحتويات	السنة المنقضية	تقديرات السنة الحالية
الأجور والمنح		
التكاليف الإجتماعية		
التجهيزات البيداغوجية		
مصاريف الأكل		
كراء		
المساعدات المقدمة لمنظوري الجمعية		
مصاريف التنقل خارج الجمهورية		
استهلاك الماء		
استهلاك الكهرباء		
استهلاك الهاتف		
مراسلات بريدية		
تنظيف وصيانة العقارات		
شراء لوازم مكتبية		
شراء مواد أولية للورشات والضيعات		
استهلاك الوقود		
صيانة وسائل النقل		
مصاريف التأمين		
الملتقيات والتظاهرات الثقافية والرياضية		
حفلات الإستقبال		
بدلات الشغل		
مصاريف أخرى*		
المجموع العام		

ختم الجمعية أو الفرع

(*) بيان النوع القيمة

جدول عد3دد
المصاريف (البرامج)

تقديرات السنة الحالية	السنة المنقضية	المحتويات
		مصاريف تتعلق بالعقارات: - دراسات - شراء - بناء - ترميم - تجهيز الورشات والأقسام: * * * * * *
		المجموع
		المجموع العام

ختم الجمعية أو الفرع

جدول ع4د4
وسائل النقل
السنة

ملاحظات	مصارف الإصلاح	تاريخ الإقتناء أو التسليم	تاريخ الصنع	المصدر	النوع والترقيم

ختم الجمعية أو الفرع

جدول تألفي في الأعران العاملين بالعرمة

أعران عاء (3 "ج")

العرمة أو الفرع :

المركر :

السنة الاءراسية :

العدد				الصنف	عدد الأفران	النشاط	عدد القاعات	الفضاء
العدد الجملي	أار اءافقية	في إطار الإءافقية	الموضوعين على الءمة					
				مساعد آربية مءءصة	أعران الآربية المءءصة	الآربية المبكرة		الفضاء الآربوي
			مربي مءءء الأءءصاصاء			الآربية المءءصة		
			مربي مءءص					
			مراقق آرياة	أعران الآرياة				
			مربي أول في الأءءطاة الآرياة					
			أساء آرياة أو مءرب مءءص					
			عامل ءون أءءصاص	الأعران والعملة والإءاربيين				فضاءاء أءرى
			عامل مءءص					
			معين آياة					
			سائق					
			كائب راقرن					
			مءءسب مساعد					
			قيم					
			مءءسب					
			مقءصء					
			مءصرف					
			أءصائى آقويم النطق	فنى سامى للصحاة العمومية				الفضاء الشبه الآبى
			أءصائى في العلاء الآبى					
			أءصائى في العلاء بالعمل					
			أءصائى في الآربية النفسية					
			أءصائى نغسانى					
			أساء مءءص في آرآمة لغة الإءشارة					
			مراقق آءرب آقنى	مكونين مهنيين				فضاء الآكوين
			مءرب آقنى					
			معلم آعليم آقنى					
			مكون مهنى					
			مءرب مؤسساء الآربية المءءصة					
			المجموع					

القائمة الإسمية للأشخاص ذوي الإعاقة المتمتعين بخدمات الرعاية بالبيت

أنموذج عد05دد

الجمعية أو الفرع :

عدد المنتفعين :

السنة الدراسية :

الملاحظات	عدد بطاقة العلاج			رقم بطاقة إعاقة	العنوان	إسم الشخص المعوق	ع/ع
	مضموني الصندوق الوطني للتقاعد والحياة الاجتماعية	مضموني الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي	غير المضمونين				

رئيس الجمعية أو الفرع

مدير المؤسسة

طلب المصادقة على الترخيص في انتداب جديد

(أنموذج عدد 06)

تبعاً لطلب جمعية / فرع بتاريخ/...../..... تقترح
الإدارة الجهوية للشؤون الإجتماعية ب..... (...../...../.....) الترخيص في انتداب

الخطة	العدد	الشهادة العلمية

المبررات (استناداً إلى مقتضيات كراس الشروط):

—

—

—

قرار اللجنة المركزية بتاريخ/...../.....

.....

.....

إمضاء

رئيس اللجنة المركزية

تونس في

الأمودج (عدد 07)

"منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة"

إتفاقية شراكة بعنوان سنة

بين وزارة الشؤون الاجتماعية وصناديق الضمان الاجتماعي وجمعية

.....

* * *

بعد الإطلاع على القانون الأساسي عدد لسنة المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال وخاصة الفصل 99 منه،

وعى القانون عدد 53 لسنة 2015 المؤرخ في 25 ديسمبر 2015 المتعلق بقانون المالية لسنة 2016،

وعلى القانون التوجيهي عدد 83 لسنة 2005 المؤرخ في 15 أوت 2005 المتعلق بالتهوض بالأشخاص ذوي الإعاقة وحمايتهم وعلى جميع النصوص التي نقحته أو تمتته وخاصة القانون عدد 41 لسنة 2016 المؤرخ في 16 ماي 2016،

وعلى المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات، وخاصة مقتضيات الفصل 36 منه المتضمنة دعم الجمعيات على أساس الكفاءة والمشاريع والنشاطات،

وعلى الأمر الحكومي عدد 340 لسنة 2019 المؤرخ في 21 مارس 2019 المتعلق بتنظيم وزارة الشؤون الاجتماعية،

وعلى الأمر عدد 2978 لسنة 2005 المؤرخ في 8 نوفمبر 2005 المتعلق بضبط مشمولات وزارة الشؤون الاجتماعية والتضامن والتونسيين بالخارج كما تمّ تنقيحه بالأمر عدد 634 لسنة 2012 المؤرخ في 8 جوان 2012،

وعلى الأمر عدد 5183 لسنة 2013 المؤرخ في 18 نوفمبر 2013 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد التمويل العمومي للجمعيات، وخاصة مقتضيات الفصل 25 منه المنقح بالأمر عدد 3607 لسنة 2014 المؤرخ في 3 أكتوبر 2014،

وعلى الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 المتعلق بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة،

وعلى الأمر الحكومي عدد 100 لسنة 2018 المؤرخ في 22 جانفي 2018 المتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المؤرخ في 9 جوان 2015 بضبط معايير وإجراءات وشروط إسناد الدولة والصناديق الاجتماعية لمنح التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة لفائدة جمعيات رعاية الأشخاص ذوي الإعاقة،

وعلى القرار المشترك من وزراء الشؤون الاجتماعية والتضامن والتونسيين بالخارج والصحة العمومية والتربية والتكوين والشباب والرياضة والتربية البدنية المؤرخ في 21 أبريل 2007 المتعلق بالمصادقة على كراس الشروط المتعلقة بضبط تراتيب إحداث المؤسسات الخاصة للتربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة وتنظيمها وسيرها،

وعلى مقرر وزير الشؤون الاجتماعية عدد المؤرخ في المتعلق بتعيين أعضاء اللجنة الفنية المكلفة بالنظر في مطالب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المحدثه على مستوى وزارة الشؤون الاجتماعية،

وعلى محضر جلسة الاجتماع للجنة الفنية المكلفة بالنظر في مطالب الحصول على منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة بعنوان سنة 2016 المنعقد بتاريخ 2016،

تمّ الإتفاق بين :

وزارة الشؤون الاجتماعية، في شخص المدير الجهوي للشؤون الاجتماعية ب،
من جهة،

والصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، في شخص رئيس المكتب الجهوي للصندوق
والصندوق الوطني للتقاعد والحياة الاجتماعية، في شخص رئيس المركز الجهوي للصندوق
والصندوق الوطني للتأمين على المرض، في شخص رئيس المركز الجهوي للصندوق
ب من جهة ثانية،

وجمعيّة / فرع جمعيّة، الكائن مقرّها، صاحبة
المعرّف الجبائي عدد ... / في شخص ممثلها القانوني، رئيسها السيّد،
من جهة أخرى،

على ما يلي :

الباب الأوّل

حقوق كلّ طرف والتزاماته

- الفصل الأوّل :** تسند وزارة الشؤون الاجتماعية والصناديق الاجتماعية منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة وقدرها دينار
(.....د) لفائدة جمعيّة، بعنوان تسيير مؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة وتقديم خدمات الرّعاية بالبيت الكائن مقرّها ب.....
وتقديم خدمات الرعاية بالبيت، وذلك حسب روزنامة صرف التمويل المنصوص عليها بالفصل 6 و7 من هذه الاتفاقية وذلك على أساس المعايير التالية :
- عدد المنظورين بمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة البالغ عددهم
 - والموزعين وفقا للقائمة الإسمية المصاحبة (القائمة المقدمة في ملف طلب المنحة).
 - عدد المنتفعين بالرعاية بالبيت البالغ عددهم
 - والموزعين وفقا للقائمة الإسمية المصاحبة (القائمة المقدمة في ملف طلب المنحة).
 - عدد الأعوان والإطارات المختصة وتكاليف استخدامهم وفق الجدول المصاحب والمؤشر عليه في كل الصفحات.
 - المساهمة في مصاريف التسيير اليومية لمؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة والرعاية بالبيت المقدّرة من قبل اللجنة الفنية ب دينار

الفصل 2 : حدّدت مدّة اتفاقية الشراكة بسنة بداية من شهر وإلى حدود شهر

الفصل 3 : تلتزم الجمعية بعدم توظيف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة في غير ما خصّصت له وفقا لأبواب الصرف المحددة بالفصل 5 من هذه الاتفاقية.

الفصل 4 : إضافة إلى الالتزامات المحمولة على الجمعية بموجب الفصول 16 و27 و33 من المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المشار إليه أعلاه، يعلم مسيرو الجمعية الهيئة العامّة للنهوض الاجتماعي

عن طريق مكتوب مضمون الوصول مع الإعلام بالبلوغ بكلّ تنقيح أدخل على نظامها الأساسي أو انخراطها في شبكة جمعيات أو حلّها اختياريًا، في أجل أقصاه شهر من تاريخ النّشر بالرائد الرّسمي للجمهورية التونسية.

كما يتعيّن عليهم الإعلام بكلّ تغيير لعنوان مقرّ الجمعية في أجل الـ48 ساعة السابقة للانتقال الفعلي للمقرّ الجديد.

الفصل 5 : يتحمّل رئيس الجمعية المسؤولية القانونية الكاملة في تسيير مؤسسة التّربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة وتقديم خدمات الرّعاية بالبيت والإمضاء على الوثائق الإدارية والمالية المتعلقة بدفع الأجور والمساهمات الاجتماعية والتّصاريح الجبائية الخاصة بالأعوان في الأجال القانونية.

الباب الثاني

روزنامة وأبواب صرف التّمويل

الفصل 6 : تلتزم الجمعية بصرف منحة التّكفل بنفقات التّأهيل والتّربية المختصة والرّعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة حسب أبواب الصّرف التّالية :

التّمويل	أبواب الصّرف
..... د	- تكاليف استخدام الأعوان والإطارات المختصة وفق الجدول المصاحب المصادق عليه من قبل أعضاء اللّجنة الفنية المحدثة بالفصل 6 من الأمر عدد 458 لسنة 2015 المشار إليه أعلاه والمؤشّر عليه في كلّ الصفحات.
..... د	- المساهمة في مصاريف التّسيير اليومية لمؤسسة التّربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة والرّعاية بالبيت المقدّرة من قبل اللّجنة الفنيّة المحدثة بالفصل 6 من الأمر عدد 458 لسنة 2015 المشار إليه أعلاه.

الفصل 7 : تحوّل منحة التّكفل بنفقات التّأهيل والتّربية المختصة والرّعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة المشار إليها بالفصل الأول من هذه الاتفاقية إلى الحساب البنكي للجمعية ب..... رقم وفق الرّوزنامة التّالية :

الروزنامة	قيمة القسط
..... - د
..... - د
..... - د

الباب الثالث الأهداف والنتائج المنتظرة

الفصل 8 : تلتزم الجمعية بتأهيل شخص ذي إعاقة على معنى الفصل 2 من الأمر الحكومي عدد 458 لسنة 2015 المشار إليه أعلاه وفقا للقائمة الاسمية المصاحبة (القائمة المقدمة في ملف طلب المنحة).

كما تلتزم الجمعية بتقديم خدمات الرعاية بالبيت لفائدة شخص ذي إعاقة وفقا للقائمة الاسمية المصاحبة (القائمة المقدمة في ملف طلب المنحة).

وذلك من قبل فريق من المختصين في المجالات الطبية والاجتماعية والتربوية وفقا للقائمة الاسمية المصاحبة (القائمة المقدمة في ملف طلب المنحة).

الباب الرابع

طرق مراقبة تنفيذ بنود الاتفاقية

الفصل 9 : تقدم الجمعية تقارير لأوجه صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة مصحوبة بالوثائق المثبتة حسب الدورية التالية :

الدورية	التقرير
-	- تقرير
-	- تقرير
-	- تقرير سنوي حول مجالات صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة.

الفصل 10 : يجب على الجمعية، في صورة عدم احترامها لأوجه صرف منحة التكفل بنفقات التأهيل والتربية المختصة والرعاية بالبيت للأشخاص ذوي الإعاقة، إرجاع كامل أو ما تبقى من المنحة المتحصّل عليها ما لم تتولّى تسوية وضعيتها في أجل لا يتجاوز ثلاثة أشهر من تاريخ التنبيه عليها بأي وسيلة تترك أثرا كتابيا إلى العنوان المشار إليه بهذه الاتفاقية.

الفصل 11 : تلتزم الجمعية في معاملاتها المالية باتخاذ قواعد التصرف الحذر على معنى الفصل 99 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 المتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال.

كم تلتزم بالاحتفاظ بكل الوثائق المحاسبية والإدارية المتعلقة بتنفيذ هذه الاتفاقية للاستظهار بها عند الطلب ولمدة لا تقل عن عشر (10) سنوات.

الفصل 12 : تخضع مؤسسة التربية المختصة والتأهيل والتكوين المهني للأشخاص ذوي الإعاقة المسيّرة من قبل الجمعية، إلى رقابة ميدانية دورية فنية وبيداغوجية من قبل المصالح المركزية والجهوية والمحلية المختصة لوزارة الشؤون الإجتماعية ورقابة دورية صحية من قبل المصالح المختصة للطب المدرسي والجامعي ووزارة الصحة وفقا لمقتضيات كراس الشروط المشار إليها أعلاه.
كما تخضع خدمات الرعاية بالبيت إلى رقابة ميدانية من قبل المصالح المختصة المشار إليها بالفقرة الأولى من هذا الفصل.

المدير الجهوي للشؤون الاجتماعية ب

رئيس المكتب الجهوي للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي ب

رئيس المركز الجهوي للصندوق الوطني للتقاعد والحياة الاجتماعية ب

رئيس المكتب الجهوي للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي ب

رئيس جمعية

بطاقة ارشادات مركز

(أنموذج عد08دد)

I. الجمعية أو الفرع :

* تاريخ التأسيس:

*العنوان :

*الهاتف :

*الفاكس :

* البريد الإلكتروني :

II. الهيئة المديرة:

* الرئيس:

* الكاتب العام :

* أمين المال:

* تاريخ اخر جلسة انتخابية :

* تاريخ اخر جلسة عامة:

III. المركز :

*العنوان :

*الهاتف :

*الفاكس :

*الوضعية القانونية للعقار :

* المدير :

رقم الهاتف الجوال:

IV. الإطار العامل:

1- جدول توزيع الإطار المنتدب

رقم الانخراط CNSS	الأجر السنوي الصافي	المستوى التعليمي	الاختصاص	الخطة	تاريخ الولادة	الاسم واللقب

2-3- تكوين مهني (من 16 سنة فما فوق)

متعددة		عضوية		بصرية		سمعية		ذهنية		الإعاقة والجنس الاختصاص
إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	
										الجملة

2-4- ورشات الإنتاج

متعددة		عضوية		بصرية		سمعية		ذهنية		الإعاقة والجنس الاختصاص
إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	إناث	ذكور	
										الجملة

VI. البنية الأساسية

1- فضاء الأنشطة التربوية

النشاط	تربية مبكرة	تربية خاصة	الإعلامية	رياضة
عدد القاعات				
الحالة				

2- فضاء صحي

النشاط	عيادة (تـمريض)	علاج النفساني	علاج بالعمل	علاج طبيعي	تقويم النطق
عدد القاعات					
الحالة					

3- فضاء التكوين

الاختصاص	عدد القاعات	الحالة

4- فضاءات أخرى

النشاط	الإدارة	المطبخ	قاعة الأكل	دورات مياه
عدد القاعات أو الوحدات				
الحالة				

VII. التجهيزات

التجهيزات	المصدر	سنة الحصول	الحالة

VIII. وسائل النقل

1- جدول الحافلات

النوع	عدد المقاعد	المصدر	تاريخ أول جولان	تاريخ الحصول عليها	الحالة

X. توقيت العمل

مساء		صباحا		الأيام
إلى الساعة	من الساعة	إلى الساعة	من الساعة	
				الاثنين
				الثلاثاء
				الأربعاء
				الخميس
				الجمعة
				السبت

XI. الرعاية بالبيت

الخدمات	الجنس		الإعاقة	الإعاقة والجنس
	إناث	ذكور		السن
				[05-02]
				[09-06]
				[15-10]
				[20-16]
				[30-21]
				30 +]
				الجملة